GAGNEZ un séjour en Gaspésie ! p. 39

BIENVENUE DANS VOTRE NOUVEAU MAGAZINE !

SEPT.-OCT. 2004

Gazette des femmes

IRSHAD MANJI

Entretien avec une musulmane qui dérange

INDE

LA DOT OU LA VIE

Le scandale des jeunes mariées brûlées vives

DOSSIER SPÉCIAL : 25 ANS DE LA *GAZETTE DES FEMMES*

25 IDÉES LUMINEUSES POUR LE FÉMINISME

0 65385 86426 5 02

3,50 $

Envoi de Poste-publications — N° de convention : 0187704 - Port de retour garanti.
525, rue Louis-Pasteur, Boucherville (Québec) J4B 8E7
Septembre-octobre 2004 Vol. 26, n° 2 CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

14 :: Dossier spécial : 25 ans de la *Gazette des femmes*

25 idées lumineuses pour le féminisme

La *Gazette des femmes* a 25 ans. Un quart de siècle à témoigner de la vie des femmes d'ici et d'ailleurs. Un quart de siècle à penser le présent… et à rêver l'avenir. Ressasser le passé ? Nous avons préféré fêter en recueillant 25 idées lumineuses, comme les chandelles d'un gâteau, qui montrent que le féminisme est bien vivant.

12 :: Entrevue

Irshad Manji
La tornade musulmane

Auteure du livre *The Trouble with Islam*, la journaliste Irshad Manji dénonce les sévices commis au nom d'Allah. Entretien avec une musulmane qui dérange.

34 :: Monde

Inde
La dot ou la vie

Chaque année, 15 000 jeunes mariées sont brûlées vives par leur belle-famille pour des questions de dots. Accidents de cuisine, prétendent les meurtriers. Assassinats déguisés, dénoncent des activistes.

Rubriques

3 BOÎTE AUX LETTRES
Bienvenue dans votre nouvelle *Gazette des femmes* !

7 BILLET

8 NOUVELLES

8 ¢ contre la violence
Aux États-Unis, un timbre pour lutter contre la violence familiale.

Basta !
Une mission québécoise sur le « féminicide » de Ciudad Juárez.

10 RECHERCHES

Adorables, les filles d'aujourd'hui ?
« Une fille "normale" a une vie sexuelle active, doit être belle… et avoir un *chum*. » C'est le message des magazines québécois pour adolescentes.

Le papa nouveau est arrivé !
Les pères s'impliquent de plus en plus auprès de leurs enfants. Et les familles s'en portent d'autant mieux.

40 BOUQUINS
Les combats de la libre penseuse Hélène Pedneault.

42 ARTS

Une retraitée flyée

Très intéressant, votre dossier sur la retraite flyée («Supermémés», mai-juin 2004). Moi, même semi-retraitée, sept fois grand-mère, je me suis initiée au kayak de mer. Dernièrement, j'ai eu un plaisir fou à rénover ma cuisine, du plancher au plafond. Ce n'est pas parfait, mais très fonctionnel. J'en suis moi-même surprise.

Merci pour votre magazine, que j'ai recommandé à plusieurs amies!

Monique Titley, Ottawa

Moitié silencieuse

Votre dossier sur les femmes à la retraite qui n'ont pas froid aux yeux est extraordinaire. Cependant, je m'interroge sur ces autres retraitées qui n'ont pas les avantages sociaux de celles que vous décrivez. Il est désolant de présenter continuellement des femmes qui réussissent leur retraite, soit parce qu'elles sont veuves avec un bon revenu, soit parce qu'elles ont été sur le marché du travail avec des bénéfices. Mais que font celles qui se battent constamment pour payer leur loyer? Sommes-nous en droit de dire qu'à l'intérieur même de la planète femmes, il y a aussi une partie silencieuse et qui en arrache?

Françoise Perreault

Sympa

Très sympa, le dossier sur les Supermémés. Je ne saurais me priver de votre magazine.

Sylvie Pinsonneault, Lachine

Un gros merci pour le dossier très positif sur le vieillissement. Je voulais vous dire toute ma fierté.

Denise Roussel, Montréal

Liberté de choisir

Je reçois la *Gazette des femmes* depuis de nombreuses années. J'en apprécie le contenu général, la diversité des sujets et la qualité du français.

Cependant, je constate que vous avez oublié une association qui symbolise bien le pouvoir gris dans votre dernier dossier sur les Supermémés: l'Association québécoise de défense des droits des retraités et des pré-retraités (AQDR), qui regroupe 40 sections. Depuis cinq ans, l'association organise un Parlement des sages, une initiative unique au Québec. Pendant trois jours, plus de 115 sages occupent le Parlement, présentent des projets de loi et discutent comme des ministres et des députés.

C'est un mythe de croire qu'un seul mouvement représente tous les aînés. Il importe de laisser chacune et chacun adhérer à celui qui correspond à ses besoins. Comme les jeunes et les travailleurs, les aînés ont encore la liberté de choisir et méritent d'être respectés dans ce choix.

Marthe Asselin Vaillancourt, vice-présidente au développement, AQDR, Jonquière

Confusion

Bravo pour le dossier sur les Supermémés. Enfin une vision positive qui donne à chacune, quel que soit son âge, une perspective d'avenir. Une remarque cependant. Vous avez confondu retraite et vieillesse, troisième et quatrième âge. Quelles différences entre madame X, 85 ans, et sa fille, jeune retraitée de 60 ans?: un quart de siècle d'écart, deux générations, deux mentalités, deux rapports à la vie et au vieillissement.

Monique L'heureux, Montréal

Un petit velours

Merci à votre journaliste Martine Batanian («Écouter sa *Gazette*», mai-juin 2004) d'avoir écrit sur le service Publi-phone [offert gratuitement par le Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain]. Il est si agréable de voir un effort de bénévolat ainsi récompensé que je n'en suis que plus motivée à faire de cette lecture [de la *Gazette des femmes*] un événement à ne pas manquer pour les auditrices et auditeurs. Longue vie à la *Gazette des femmes*!

Kathya Heppell, Montréal

Histoire de pêche

On dirait que votre reportage «Polynésie française: espadons et traditions» (mai-juin 2004) a été écrit pour moi, qui suis mordue de la pêche. J'ai vraiment apprécié cette sortie en haute mer! Merci.

Brigitte Bourgault, Québec

Chapeau!

En plus d'avoir remporté le Grand prix de rédaction 2004 des Magazines du Québec pour le meilleur dossier thématique («Amérindiennes: révolte de l'intérieur» et «Inuites: les oubliées des oubliées», janv.-fév. 2003, signé Anne Panasuk et Claire Gagnon), ce grand reportage de la *Gazette des femmes* a également obtenu une mention honorable au concours de la Fondation nationale des prix du magazine canadien. Un tour de force considérant que les magazines francophones n'ont récolté que 10% des nominations pancanadiennes. Malgré ses modestes moyens, la *Gazette des femmes* s'est ainsi retrouvée aux côtés des «grands» de la cour journalistique, tels que *L'actualité*, *National Post Business* ou *Canadian Geographic*. Chapeau!

À noter que le reportage «Bush: la bénédiction des pro-vie», de la journaliste Laura-Julie Perreault (nov.-déc. 2003), était parmi les trois finalistes, dans la catégorie Reportage des Grands prix de rédaction.

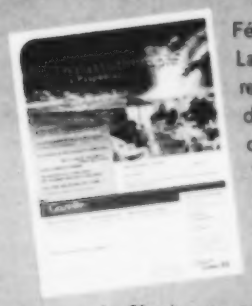
À quand des hommes éducatrices ?

Bravo pour votre numéro consacré à l'apport des femmes en sciences. Mais pour s'assurer d'une société évoluée et équilibrée, il faut non seulement que les femmes puissent avoir accès à tous les champs d'activité, mais que les hommes puissent contribuer aux métiers traditionnellement réservés aux femmes. Cela permettra une meilleure compréhension de l'autre sexe et de sa contribution à la société. Nous serons alors témoins d'un monde plus ouvert.

J'ai bien hâte de lire vos articles sur des hommes qui choisissent le métier d'infirmier, d'éducateur, d'orthophoniste ou de travailleur social. J'attends aussi le jour où les hommes auront accès à des bourses d'études qui leur permettront de s'actualiser dans un monde traditionnellement féminin.

Nathalie Poulin, Canmore, Alberta

VOUS AUSSI, GAGNEZ UN SÉJOUR POUR DEUX !



Félicitations à Mariette Laroche, d'Alma, qui a remporté notre concours d'abonnement de mai-juin dernier. Abonnée depuis 1992, cette fidèle lectrice remporte un magnifique séjour pour deux personnes à l'Hôtel Fairmont du Manoir Richelieu de Charlevoix. Nous lui souhaitons un bon moment de détente !

Faites comme elle et participez à notre concours d'abonnement à la *Gazette des femmes*. Vous êtes déjà abonnée ? Offrez un abonnement-cadeau, et courez la chance de remporter un généreux forfait de thalassothérapie pour deux personnes à l'Auberge du Parc à Paspébiac. Une valeur de 1550$! Allez vite consulter la page 39 pour tous les détails.

Et si Descartes avait été une femme ?

Les méthodes de la science et, donc, les connaissances actuelles, seraient-elles les mêmes si Descartes avait été une femme ? Je dirais : non. Pour Descartes, le corps humain était une sorte de machine composée de pièces diverses, un peu comme le moteur d'une automobile. Chaque pièce y a sa fonction. Dans les termes d'aujourd'hui, on dirait que la maladie consiste en un défaut de fabrication ou d'usure d'une des pièces. Il suffit donc de remplacer la pièce pour rétablir un fonctionnement adéquat. La médecine d'aujourd'hui semble calquée sur cette approche.

Un autre exemple pousse plus loin encore l'illustration de la méthode cartésienne d'analyse de la réalité. La fleur est composée de plusieurs organes distincts bien connus. Pour l'étudier, Descartes préconisait cette approche dite analytique qui décompose le tout en ses parties. Pourtant, plus tard, un naturaliste nommé Goethe récusait l'approche cartésienne car, disait-il, « ce n'est pas en retirant ses pétales qu'on va comprendre la fleur ». L'approche de Goethe est donc plus globale. Il a saisi qu'on ne peut pas comprendre un phénomène complexe en détaillant le tout en parties ; il faut aussi considérer l'ensemble, sinon l'analyse reste incomplète.

Je dirais que Descartes avait une attitude d'homme en face de la réalité, et que Goethe avait une approche plus féminine, lui qui incluait le tout pour comprendre le rôle des parties. Si mon sentiment est juste, on peut imaginer que la science serait différente et moins réductrice si les femmes l'avaient créée.

Pierre Philippe, Faculté de médecine, Université de Montréal

Écrivez-nous !

Pour vous publier, nous avons besoin de vos nom, adresse et numéro de téléphone. Vos coordonnées demeureront confidentielles. Les lettres peuvent être abrégées.

Gazette des femmes, 8, rue Cook, 3e étage, Québec (Québec) G1R 5J7

COURRIEL : gazette@csf.gouv.qc.ca

Depuis 1979, cette publication est élaborée à l'initiative et sous la supervision du Conseil du statut de la femme.
LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC en sont l'éditeur.

- **Directrice :** Thérèse Marceau
- **Rédactrice en chef :** Claire Gagnon
- **Rédactrice en chef adjointe :** Annie Savoie
- **Rédactrice-réviseure :** Mélanie Saint-Hilaire
- **Révision :** François Roberge et Sophie Marcotte
- **Réalisation graphique :** Bleu Outremer
- **Couverture :** Bleu Outremer
- **Impression et pelliculage :** Imprimerie Provancher
- **Marketing et publicité :** Francyne Powers, tél. : (418) 644-7932 ou 1 800 463-2651
- **Ventes publicitaires :** Catherine Brochu, tél. : (418) 694-2363, poste : 688-4069
- **Courrier des lectrices :** *Gazette des femmes*, 8, rue Cook, 3e étage, Québec (Québec) G1R 5J7
- **Téléphone :** (418) 643-4326
- **Télécopieur :** (418) 643-8925
- **Courriel :** gazette@csf.gouv.qc.ca
- **Site Internet :** www.gazettedesfemmes.com
- **Abonnements, changements d'adresse et retours postaux :** *Gazette des femmes*, 525, rue Louis-Pasteur, Boucherville (Québec) J4B 8E7. Téléphone : 1 800 667-4444 ou (514) 875-4444. www.abonnement.gc.ca
- **Courriel :** Abonnement@abonnement.gc.ca
- **Distribution :** Messageries de Presse Benjamin, 600, rue Jean-Marchand, Ville La Salle (Québec) H8R 1K7. Téléphone : (514) 364-1780
- **Dépôt légal :** 3e trimestre 2004
- **ISSN :** 0704-4550
- © Gouvernement du Québec
- Les articles publiés dans *La Gazette des femmes* sont indexés dans Repère et dans l'Index de la santé et des services sociaux.
- *La Gazette des femmes* se dégage de toute responsabilité par rapport au contenu des publicités publiées dans ses pages.
- **Prix régulier :** 24 $: 3 ans ; 10 $: 1 an
- **Poste-publications — No de convention :** 0187704

Conseil du statut de la femme
Québec

Bienvenue dans votre nouveau magazine !

Cet été, nous avons semé des idées. Nous avons joué avec des couleurs et des formes différentes. Ces graines ont mûri. Et voici maintenant le fruit de nos efforts : une toute nouvelle *Gazette des femmes* pour la rentrée.

Côté contenu, vous trouverez désormais réunis dans la chronique « Bouquins » tous les livres, qu'il s'agisse de fictions, d'essais ou de biographies. Nous avons choisi de faire une plus grande place aux actualités dans la chronique « Nouvelles » qui, après ce numéro anniversaire, prendra véritablement forme. C'est là, aussi, que vous retrouverez parfois des sujets de type « Vie pratique », une chronique qui n'existe plus. Certaines choses toutefois ne changeront pas, comme nos dossiers fouillés, qui caractérisent si bien la *Gazette des femmes*. Et, bien sûr, les reportages à l'international, que vous appréciez beaucoup.

Côté forme, Geneviève Lesieur, jeune graphiste talentueuse de chez Bleu outremer, nous a conçu une toute nouvelle grille graphique. Une signature bien contemporaine, à la fois sobre et empreinte d'une touche de fantaisie. Nous espérons qu'elle saura vous plaire et vous donner envie de lire le magazine plus que jamais.

Nous profitons de ce 25e anniversaire pour vous remercier, lectrices et lecteurs, de votre fidélité et des nombreuses lettres que vous nous avez envoyées. Pour faire un magazine, il faut être à l'affût de l'actualité, brasser des idées et… avoir le temps de réfléchir. Aussi, pour continuer de vous offrir une information de qualité, l'équipe de la *Gazette des femmes* vous propose désormais cinq numéros par année. La période estivale sera l'occasion pour nous de bien préparer la rentrée et les sujets pour l'année. Et, nous le souhaitons ardemment, de vous offrir un magazine à la hauteur de vos espérances.

Bonne lecture !

Claire Gagnon
Rédactrice en chef

À peine adolescents, 2 enfants sur 3 ont déjà consommé de l'alcool.

Bien souvent, les parents ne savent pas comment parler d'alcool avec leurs enfants. Pourtant, ils exercent une grande influence sur eux dans ce domaine. C'est pourquoi Éduc'alcool a publié le guide PARLER D'ALCOOL AVEC SES ENFANTS SANS ÊTRE DÉPASSÉ. Quel que soit l'âge de vos enfants, une section du guide est adaptée à ce dialogue nécessaire et vous donne des conseils pratiques inspirés de situations vécues. Prenez l'initiative. Il n'est jamais trop tôt pour parler d'alcool avec vos enfants. Demandez votre guide gratuit au **1 888 ALCOOL1** ou en vous rendant sur **www.educalcool.qc.ca**

La modération a bien meilleur goût. **Éduc'alcool**

Photo : Claudine Sauvé

Diane Lavallée, présidente du Conseil du statut de la femme

Un joyau médiatique

Je suis fière aujourd'hui. Fière de souligner les 25 ans d'existence de la *Gazette des femmes*. De rappeler à celles et ceux qui la lisent à quel point cette publication est unique dans le paysage médiatique québécois. Unique, parce que seule survivante de la presse féministe. Exceptionnelle, parce que, malgré de modestes moyens, le magazine a remporté au fil des ans plusieurs prix de journalisme. Et pas les moindres ! Plus récemment, il ajoutait à son palmarès le Grand Prix de rédaction 2004 des Magazines du Québec pour le meilleur dossier thématique (dans la catégorie des magazines dont le tirage est de moins de 50 000 exemplaires). Décerné en mai dernier, ce prix souligne l'excellence du dossier sur les Amérindiennes et les Inuites (« Amérindiennes : révolte de l'intérieur » et « Inuites : les oubliées des oubliées », numéro de janvier-février 2003), que signent les journalistes Anne Panasuk et Claire Gagnon, rédactrice en chef du magazine.

Cette seule page ne suffirait pas à faire la liste exhaustive des honneurs remportés par la *Gazette des femmes* depuis ses débuts, en 1979. Une chose est sûre cependant, la qualité du magazine est due aux équipes de rédaction qui se sont succédé. Chacune a fait évoluer le magazine pour le mener à ce qu'il est aujourd'hui : un média reconnu par ses pairs pour sa crédibilité journalistique, lu par des femmes et des hommes avides de s'informer grâce à des dossiers fouillés, des reportages de partout dans le monde, des chroniques sur la recherche, l'actualité, la culture, et j'en passe.

Sans les journalistes, les photographes, les illustratrices et illustrateurs qui, à chaque numéro, contribuent avec talent et professionnalisme à sa réalisation, jamais la publication d'un tel magazine n'aurait été possible. Au nom de l'organisme que je représente, je remercie ces personnes d'ajouter leur pierre à cette institution. C'est grâce à elles que des réalités-chocs comme la situation des femmes autochtones sur les réserves, la prostitution ici et ailleurs, l'arrivée des femmes dans les métiers non traditionnels, la face cachée, et féminine, des maladies cardiaques, la transformation des familles, etc., ont pu vous être livrées au cours du dernier quart de siècle. Que vous et moi avons pu découvrir des initiatives de femmes en Inde, au Cambodge, en Afrique du Sud, en Haïti, en Russie, en Espagne.

La *Gazette des femmes*, c'est quelque 150 numéros, autant de dossiers éclairants et des centaines de reportages qui touchent tous les aspects de la vie des femmes. Et surtout, ce sont des milliers de lectrices… et de lecteurs. Vous, qui la lisez régulièrement et qui êtes la preuve que l'information de qualité, avec un angle féministe, a encore sa raison d'être en 2004.

Les avocates du Québec saluent les 25 ans de la Gazette des femmes !

Barreau du Québec

Un quart de siècle écoulé
à calligraphier, lire et relire les écrits,
25 ans à tenter de guider
chaque un et chaque une comme phares

Un quart de siècle à esquisser
des façons de mieux plaider,
25 ans à jouer aux jurés
que, sous les pas d'elles, rien n'est gagné

Un quart de siècle à objecter
à les bercer des témoins,
et chaque jour de ces 25 années
fut un renouveau de mieux pour demain

À celles qui, les premiers mots de cette Gazette, écrivèrent,
à celles qui les imprimèrent,
et à celles qui encore aujourd'hui persévèrent,

Merci !

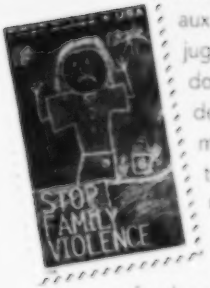
Le Comité sur les femmes dans la profession du Barreau du Québec

par Daphné Angiolini
et Catherine Crepeau

8 ¢ contre la violence

Manifestation de mères, avec la photo de leur fille disparue, pour dénoncer les meurtres de Ciudad Juárez, à Mexico, en novembre 2003.

Depuis octobre 2003, les Américains ont versé 1,01 million $ à la lutte contre la violence familiale en achetant le timbre *Stop Family Violence*. Pour chaque timbre de 45 cents, 8 cents vont au Département de la santé et des services sociaux pour des programmes de prévention et d'aide aux victimes de violence conjugale. L'idée séduit la coordonnatrice de la Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec. « L'initiative est louable. Maintenant, il faut voir comment les fonds seront utilisés et s'ils seront vraiment affectés à des ressources de prévention et de sensibilisation à la violence familiale », souligne Marie Guylda Thelusmond, qui accueillerait favorablement une initiative similaire de la Société canadienne des postes. **C.C.**



« Il est grand temps que la communauté internationale fasse pression pour que cesse le " féminicide " de Ciudad Juárez », lance Rita Acosta, du Mouvement contre le viol et l'inceste. En février, la Montréalaise s'est rendue au Mexique avec sept autres membres de la Commission québécoise de solidarité avec les femmes de Ciudad Juárez, créée en 2003. Le but : faire pression auprès des autorités afin que des mesures efficaces soient prises pour mettre fin à une situation intolérable.

Depuis 10 ans, 370 Mexicaines de 12 à 25 ans ont été assassinées à Ciudad Juárez, dont 137 violées et mutilées. Plus de 400 autres manquent à l'appel dans la ville industrielle de 1,3 million d'habitants au sud de la frontière américaine, qui abrite également un des plus puissants cartels de la drogue au Mexique. Issues de milieux modestes, la plupart des victimes travaillaient dans l'une des 269 usines d'assemblage (*maquiladoras*) de la ville, selon un rapport d'Amnistie internationale.

Le mystère demeure quant à la cause des crimes : tueur en série, réseau de prostitution, trafic d'organes ou films dans lesquels la victime est tuée devant la caméra ? Plusieurs dénoncent l'inertie des autorités. Une impunité qui se conjugue avec la violence, la corruption et le machisme ambiants, selon la Commission. « Beaucoup de familles ne déclarent même pas les disparues, de peur d'être battue ou menacée de mort, comme cela est déjà arrivé », raconte Rita Acosta.

Depuis leur retour de mission, les membres de la Commission – qui proviennent notamment des milieux syndical, universitaire, politique et féministe – donnent des conférences sur le sujet. Elles invitent les Québécois et les Québécoises à faire pression sur leurs députés et à écrire au président mexicain Vicente Fox Quesada, ainsi qu'au gouverneur de l'État de Chihuahua, Patricio Martinez. Une rencontre avec le ministre fédéral des Affaires étrangères et le consul du Mexique au Canada devrait également avoir lieu à l'automne. Le Canada pourrait insister pour que son partenaire au sein de l'ALENA respecte les conventions internationales qu'il a signées sur l'élimination de la violence faite aux femmes.

Des campagnes de lettres devraient débuter à l'automne. Il est aussi possible d'écrire à partir du site d'Amnistie internationale
http://web.amnesty.org/actforwomen/mex-251103-action-fra

Rita Acosta rappelle que c'est grâce à la pression internationale, exercée depuis 1998, que la gravité du problème a été révélée et que le gouvernement mexicain a affecté, en janvier, une procureure spéciale à ce dossier. **C.C.**

Pour en savoir plus, on peut se procurer le rapport de mission de la Commission québécoise de solidarité avec les femmes de Ciudad Juárez dans le site Internet de la Fédération des femmes du Québec (www.ffq.qc.ca/actions/ciudad-juares.html) **ou en écrivant à l'une des adresses suivantes :** info@ffq.qc.ca **ou** femmesjuarez@yahoo.ca

du lendemain

Tandis qu'aux États-Unis la Food and Drug Administration refuse d'autoriser la vente libre de la « pilule du lendemain » (lévonogestrel), au Canada, elle deviendra accessible sans l'ordonnance d'un médecin. Santé Canada devrait donner le feu vert d'ici janvier 2005.

Les femmes bénéficieront d'un accès plus rapide au médicament, qui doit être pris dans les 72 heures suivant une éventuelle fécondation. Elles devront toutefois consulter un pharmacien pour se le procurer. Il en est déjà ainsi au Québec, en Colombie-Britannique et en Saskatchewan.

Le Réseau canadien pour la santé des femmes voit d'un bon œil cet amendement aux règlements canadiens sur les aliments et les drogues, bien qu'il juge la mesure insuffisante. L'organisme préconise une vente libre du médicament à l'échelle du pays « puisqu'il ne représente aucun danger pour la santé », explique Abby Lippmann, coprésidente. À son avis, l'intervention du pharmacien constitue une atteinte à la vie privée des Canadiennes. **D.A.**

No man's land

Bonne nouvelle à première vue : les Saoudiennes accéderont à 10 000 nouveaux emplois en 2005. Une ville regroupant des centres de formation professionnelle et 83 usines verra le jour, à une dizaine de kilomètres du centre de la ville portuaire de Djeddah, sur la mer Rouge. Le centre industriel, dont le coût est évalué à 200 millions $, appartiendra pour moitié à l'État et s'étendra sur 600 000 m². Pas question toutefois de mêler les genres puisque l'endroit sera réservé à la seule main-d'œuvre féminine.

Hessa Aloun, directrice d'un fonds d'investissement et membre de la Chambre de commerce de Djeddah, défend ce projet depuis quatre ans. Il vise à diversifier les secteurs d'activité des femmes, qui travaillent à 80 % dans le domaine de l'éducation. Ironiquement, les emplois créés, étroitement liés à la consommation féminine, demeureront assez traditionnels : habillement, parfum ou confiserie. **C.C.**

Amuse-**gueule**

L'amour qui fait mal

« Vingt pour cent des adolescentes engagées dans une relation amoureuse sont abusées, mais elles ne voient pas le problème. Elles y voient plutôt des signes d'amour. »

Dr Peter Jaffe, directeur de la London Family Court Clinic, en Ontario.

Gonflé !

« L'usage obligatoire du préservatif va tuer l'industrie pornographique. »

Kat Sunlove, directrice de la Free Speech Coalition, association qui défend les droits des acteurs de films X, s'oppose à la volonté des autorités californiennes de rendre obligatoire le port du préservatif pour ces derniers, après l'annonce de trois cas de séropositivité parmi eux.

Cul par dessus tête

« Laissons les joueuses porter des vêtements plus féminins comme au volley-ball. Elles pourraient, par exemple, avoir des shorts plus serrés. Les joueuses sont jolies [...] et elles ont déjà des règles différentes des hommes, comme un ballon plus léger. »

Suggestion de Sepp Blatter, président de la Fédération internationale de football, pour que les joueuses de soccer attirent une foule plus nombreuse.

Je le jure !

« Je jure sur l'honneur n'avoir jamais fréquenté de prostituées de ma vie. [...] Moi, je n'ai pas besoin de payer 150 euros pour faire l'amour. »

Déclaration de Dominique Ambiel, ex-conseiller en communication du premier ministre français Jean-Pierre Raffarin, qui a dû démissionner après avoir été accusé d'avoir sollicité une prostituée mineure.

Réaction d'un publicitaire connu sur la chaîne radiophonique Europe 1 : « Que celui qui n'est jamais allé aux putes lui jette la première pierre ! »

La belle excuse

« Le gouvernement dit aux hommes : si vos augmentations ne sont pas bien élevées, les gars, c'est à cause des femmes et de leur équité salariale. »

Lina Bonanno, vice-présidente de la Fédération des infirmières et des infirmiers du Québec, à propos de l'offre salariale du gouvernement du Québec au personnel du secteur public, dont les négociations sont liées au règlement de l'équité salariale.

par Valérie Borde

En **bref**

Monoseuil

Entre 2001 et 2002, le revenu des familles canadiennes est demeuré stable... sauf celui des 500 000 familles monoparentales ayant une femme à leur tête, lesquelles ont vu diminuer leur revenu moyen après impôts. Près de 35 % d'entre elles vivaient sous le seuil de pauvreté en 2002 (Statistique Canada, *Analyse du revenu au Canada 2002*, publiée en 2004).

Coup de cœur

En 10 ans, le nombre de joueuses de soccer a triplé au Québec. La Fédération de soccer du Québec compte plus de 56 000 filles, qui représentent 37 % de ses membres (Fédération de soccer du Québec).

Garde en stéréo

En 2002, les juges ont ordonné la garde partagée des enfants dans 41,8 % des divorces réglés par une procédure judiciaire au Canada, un chiffre en constante augmentation depuis 16 ans (Justice Canada).

Le papa nouveau **est arrivé !**

Les pères s'impliquent de plus en plus auprès de leurs enfants et les familles s'en portent d'autant mieux, selon trois récentes études. La sociologue Anne Gauthier, de l'Université de Calgary, a analysé les détails de l'emploi du temps des parents travaillant à temps plein dans huit pays industrialisés. Les pères nord-américains viennent en tête du palmarès en matière de temps passé à prodiguer des soins à leurs enfants d'âge préscolaire. Au cours des années 1990, Canadiens et Américains ont consacré en moyenne 1,4 heure par jour à habiller et laver les petits, à les emmener à la garderie ou chez le médecin, à les coucher ou à rester avec eux quand ils sont malades. Soit 30 minutes de plus que les Allemands et les Australiens et 50 minutes de plus que les Italiens ! Partout, l'écart entre hommes et femmes n'a jamais été aussi faible : dans les années 1970, le temps passé par les Canadiens à s'occuper de leurs enfants ne représentait en moyenne que 40 % du temps de leurs conjointes, contre 67 % aujourd'hui.

Et quand les enfants grandissent, les pères s'impliquent encore plus auprès d'eux, ajoute une étude de Jeffrey J. Wood, professeur au Département d'éducation de l'Université de Californie à Los Angeles. En suivant 132 familles pendant trois ans, le chercheur a évalué le temps et le type d'activités que les pères partageaient avec leurs enfants, âgés d'en moyenne 7 ans. « Après les premières années de vie de l'enfant, au cours desquelles les mères occupent toujours un rôle prépondérant, l'implication des parents tend à se rééquilibrer », explique-t-il.

Bien s'entendre sur la question des enfants n'a pas que des avantages pour leur épanouissement. C'est aussi vital pour la relation de couple, montre quant à elle la psychologue Sarah J. Schoppe-Sullivan, de la Ohio State University. Son équipe a suivi pendant trois ans 46 couples parents d'un bébé âgé de six mois. En analysant la qualité de la relation conjugale et en demandant à chacun, séparément, « qui fait quoi » et « qui devrait faire quoi », les chercheurs ont démontré ce qu'on soupçonnait déjà : même si la relation de couple n'est pas au beau fixe, le fait que les deux parents s'entendent sur la manière de se répartir les tâches domestiques et d'envisager l'éducation des enfants est, à long terme, un facteur déterminant. « La qualité de la coparentalité est un bien meilleur gage de réussite pour un couple que ne l'est la qualité de la relation initiale », précise Sarah J. Schoppe-Sullivan.

Parents' Time Investment into Children, Comparative Public Policy Research Laboratory, www.soci.ucalgary.ca/fypp/Brief-3-parental-time.pdf

What Gets Dad Involved? A Longitudinal Study of Change in Parental Child Caregiving Involvement, Jeffrey J. Wood and Rena Repetti, *Journal of Family Psychology*, 2004, vol. 18, n° 1, 237-249.

Associations Between Coparenting and Marital Behavior from Infancy to the Preschool Years, Sarah J. Schoppe-Sullivan, *Journal of Family Psychology*, 2004, vol. 18, n° 1, 194-207.

Designers au rabais

Les métiers du design attirent de plus en plus de femmes, selon une étude de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec. En 2001, elles occupaient 44 % des emplois dans les neuf principales professions reliées au design, contre 39 % 10 ans plus tôt. Leur proportion a particulièrement augmenté pour les architectes paysagistes (de 16 % en 1991 à 31 % en 2001) et les techniciens en graphisme (de 28 % à 44 %). Mais elles œuvrent surtout dans les filières les moins prestigieuses et les moins bien payées. Les trois quarts des architectes, le métier le mieux payé avec un revenu moyen de 44 111 $, sont encore des hommes, comme 77 % des designers industriels. Maigre consolation, 10 ans plus tôt, les femmes ne comptaient que pour 18 % des architectes. Métier féminin par excellence, avec les trois quarts des emplois occupés par des femmes, le design d'intérieur vient en queue de liste pour le revenu moyen, à 24 061 $ par année. Globalement, les « designeuses » ont un salaire inférieur de 27 % à celui des designers.

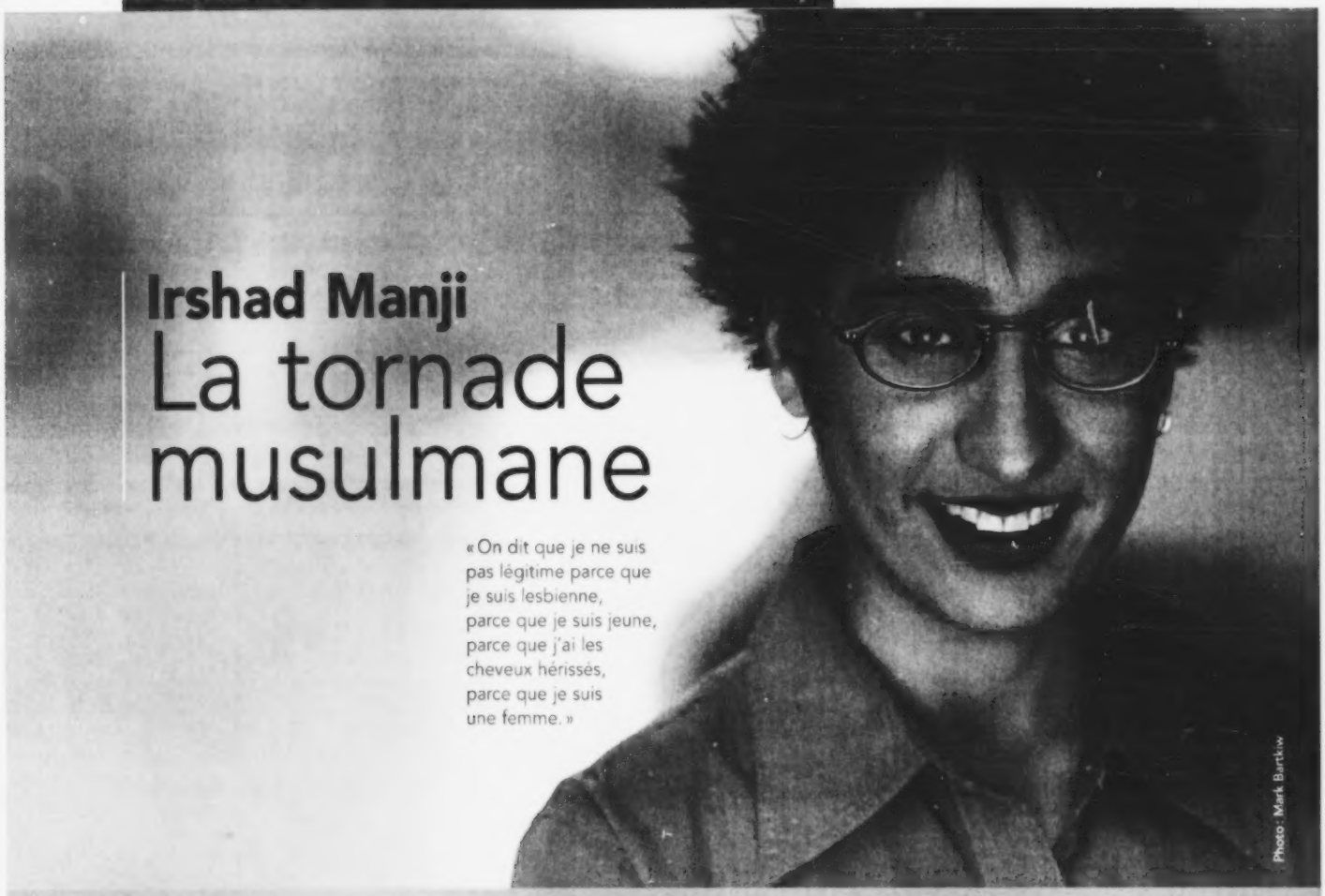
Les travailleurs du design au Québec, Statistiques en bref, Observatoire de la culture et des communications du Québec, 2004. www.stat.gouv.qc.ca/observatoire/default.htm

Adorables, les filles d'aujourd'hui ?

Comment être la reine du party (sans être détestée) ? Voici la recette du magazine pour adolescentes *Adorable* (déc. 2002) : « Plus la soirée avancera, plus tu enlèveras de vêtements, jusqu'au moment où il ne te restera que ta robe sexy. » La photo qui accompagne l'article suggère un strip-tease. C'est un des exemples du contenu réducteur de la presse féminine pour les 12-17 ans qu'a analysée l'enseignante au secondaire Caroline Caron, étudiante à la maîtrise en communication publique à l'Université Laval. En scrutant à la loupe 12 numéros des populaires magazines *Cool*, *Adorable* et *Filles d'aujourd'hui* parus en 2002, la jeune chercheuse s'est attaquée à un champ de recherche encore vierge au Québec. Conclusion : 65 % des articles traitent de la beauté, de la mode, des garçons, des relations hommes-femmes et des vedettes masculines. Une analyse plus pointue du contenu montre qu'on tend à placer la responsabilité de la réussite amoureuse dans les mains des adolescentes et à faire intervenir la sexualité comme moyen d'assurer la conquête ou la réussite du couple. Les questions sociales et politiques ne comptent que pour un maigre 2,8 %. On s'en doute, la publicité fait surtout la promotion de l'apparence et les femmes sur les photos figurent sept fois plus souvent que les hommes dans un environnement domestique. Bref, on confine les adolescentes à un univers narcissique, coupé de la réalité.

L'abondance des stéréotypes sexuels a surpris la chercheuse. Un exemple ? « En général, les hommes aiment faire l'amour plusieurs fois par semaine ou par jour, alors que les femmes sont moins exigeantes de ce côté. Les hommes se contente (*sic*) souvent d'une « petite vite », tandis que beaucoup de femmes préfèrent avoir plus de temps à consacrer à l'acte sexuel pour en profiter pleinement [...] Les hommes aiment essayer toutes sortes de choses pour activer le désir et mettre un peu de piquant dans la routine et les femmes aiment généralement se laisser guider dans ces nouvelles expériences », enseigne le numéro de septembre 2002 d'*Adorable*. Un discours qui peut avoir un effet normatif. « On envoie le message que la fille "normale" a une vie sexuelle active, qu'elle doit être belle... et avoir un *chum*. » Comment les jeunes lectrices interprètent-elles ces messages conservateurs sur le rôle des femmes ? « J'ai l'impression qu'elles posent tout de même un regard critique sur ce genre de publication. Que leur influence est, somme toute, plus limitée qu'on pourrait le croire. » Une hypothèse que Caroline Caron compte bien vérifier dans son projet de doctorat.

Que lisent les jeunes filles ? Une analyse thématique de la « presse ado » au Québec, Caroline Caron, *Pratiques psychologiques*, 2003, n° 3, p. 49-64.



Irshad Manji
La tornade musulmane

« On dit que je ne suis pas légitime parce que je suis lesbienne, parce que je suis jeune, parce que j'ai les cheveux hérissés, parce que je suis une femme. »

Photo : Mark Bartkiw

Auteure du livre *The Trouble with Islam*, la journaliste Irshad Manji dénonce les sévices commis au nom d'Allah, son dieu. Entretien avec une musulmane qui dérange.

par Isabelle Porter

Tout a commencé en décembre 2000, dans les bureaux de *Queer Television*, une des premières émissions gaies au monde diffusée par la station torontoise Citytv et animée à l'époque par Irshad Manji. Son patron, Moses Znaimer, a déposé sur son bureau un article à propos d'une Algérienne de 17 ans victime de viol et condamnée à 180 coups de fouet… pour adultère. « Un jour, Irshad, il faudra que tu me dises comment tu peux réconcilier ces folies avec ta foi musulmane », lui a-t-il écrit.

La note déclenche chez la jeune femme l'envie de prendre position contre les atteintes aux droits de la personne commises au nom de son dieu. Trois ans plus tard paraît *The Trouble with Islam — A Wake-up Call for Honesty and Change* (Random House) dont la version française – *Musulmane, mais libre* – sort cet automne chez Grasset. Dans ce livre coup de poing, Irshad Manji s'en prend à l'antisémitisme primaire des musulmans, dénonce l'asservissement des femmes dans le monde islamique et affirme que sa religion doit accepter les homosexuels – elle-même est lesbienne – car, selon le Coran, dit-elle, « tout ce que Dieu a fait est excellent ».

Véritable pavé dans la mare, le livre a été salué par les médias à la grandeur de la planète. Le *New York Times* décrit Irshad Manji comme « le pire cauchemar de Ben Laden ». Et pourtant… « Ma mère m'a dit que l'imam de sa mosquée a consacré quatre sermons consécutifs à mon livre. Les larmes aux yeux, elle l'a entendu dire que j'étais une Oussama Ben Laden, que j'étais aussi horrible que lui. » Et d'enchaîner : « On dit que je ne suis pas légitime parce que je suis lesbienne, parce que je suis jeune, parce que j'ai les cheveux hérissés, parce que je suis une femme. »

Les leaders de la communauté musulmane canadienne ont unanimement condamné la démarche d'Irshad Manji. Ils lui reprochent de mettre tous les musulmans dans un même panier, de sous-estimer l'importance de la lutte palestinienne, d'aller trop loin dans ses accusations. « Si son livre avait été écrit de bonne foi, j'aurais compris son raisonnement, sans nécessairement être d'accord avec elle. Or, il ne s'adresse pas aux musulmans: il vise à conforter dans leurs opinions ceux qui détestent les musulmans », a écrit dans le *Globe and Mail* Tarek Fatah, l'un des fondateurs du Muslim Canadian Congress.

L'auteure a pourtant consulté M. Fatah et sa femme durant la rédaction de son livre; elle les remercie même à la fin de son ouvrage. Selon elle, la réaction de l'homme n'est qu'une preuve de plus de la force de l'omerta qui prévaut au sein de la communauté musulmane: « Même des musulmans se définissant comme des modérés vont, pour des raisons purement politiques, écarter la question des droits de la personne pour se porter à la défense de l'islam. »

Irshad Manji entend bien poursuivre son combat, malgré les critiques… et les menaces de mort qu'elle a reçues depuis la publication de son livre. En ce jour de juin, elle répond à nos questions de sa résidence des environs de la métropole ontarienne, désormais munie de fenêtres pare-balles. Depuis quelques mois, un garde du corps l'accompagne dans ses déplacements.

La police a même craint, pendant un certain temps, qu'elle ne fasse l'objet d'une fatwa (condamnation à mort) de la part des chefs religieux, comme ce fut le cas pour Salman Rushdie, en 1989, lors de la sortie des *Versets sataniques*. « Les menaces continuent de rentrer », raconte la journaliste de 35 ans, dans un anglais impeccable, qui porte l'accent de ses origines. Qu'à cela ne tienne. « À ceux qui veulent me tuer, je dis: "Allez-y, essayez, mais rappelez-vous que l'islam a tellement d'attention aujourd'hui que si vous me tuez, vous ne ferez que renforcer les arguments que j'énonce dans le livre. Est-ce que c'est vraiment ce que vous voulez?" »

La tendance d'Irshad Manji à poser des questions dérangeantes ne date pas d'hier. Élevée à Vancouver dans une famille musulmane d'origine ougandaise, elle s'est fait mettre à la porte de son école coranique à 14 ans parce qu'elle posait trop de questions. La jeune fille voulait savoir pourquoi les femmes ne pouvaient pas conduire la prière à la mosquée…

« Les gens sont si tolérants au Canada qu'ils en viennent à tolérer l'intolérance. »

En entrevue, elle ne se gêne pas non plus pour montrer du doigt les incohérences dans le discours de certains groupes musulmans. « Pourquoi est-ce si facile de faire sortir des milliers de musulmans dans les rues pour protester contre la loi française interdisant le port du *hidjab*, alors qu'il est presque impossible de rassembler ne serait-ce qu'une fraction de ces mêmes musulmans dans la rue pour dénoncer l'imposition du *hidjab* par l'Arabie Saoudite? »

Irshad Manji n'a pas digéré non plus que l'Ontario ait permis l'établissement à Toronto d'un tribunal appliquant la loi islamique (*charia court*). « Les gens sont si tolérants au Canada qu'ils en viennent à tolérer l'intolérance. » Selon elle, même si les chefs religieux soutiennent que les femmes auront le choix entre les tribunaux civils et islamiques, elles vont subir des pressions énormes de la part de la communauté. C'est en outre pour ces mêmes raisons que l'auteure approuve la loi française qui interdit le port du voile à l'école pour les mineures. « Personnellement, je ne vois rien de criminel dans le fait de porter le *hidjab*, par choix. Là est la clé. Pour de nombreuses musulmanes en France, le *hidjab* est imposé par les hommes de leur entourage. »

À l'écouter, on se demande pourquoi elle ne s'est pas contentée d'abandonner ce dieu qui lui donne tant de maux de tête. D'ailleurs, comment est-il, le dieu d'Irshad Manji? « Il est majestueux. Il aime le pluralisme et la diversité », répond-elle. Elle dit aussi avoir changé sa manière de s'adresser à lui. « Avant, je priais de la manière conventionnelle, cinq fois par jour en direction de La Mecque. C'était devenu une espèce de rituel machinal. Pour donner davantage de sens à mes échanges avec mon Créateur, je me suis plutôt mise à avoir des conversations spontanées avec lui. » Parmi les traditions du culte musulman, Irshad a aussi fait ses choix. « Je jeûne durant le ramadan. Pas de peur que la foudre me tombe dessus, mais parce que cela solidifie le caractère et la discipline, parce que c'est une manifestation d'empathie pour les pauvres. Mais je ne ferai jamais le pèlerinage à La Mecque, car on y interdit l'entrée aux juifs et aux chrétiens. C'est discriminatoire! »

La jeune femme a la répartie vive et ne craint pas la controverse. Peu importe que les gens soient d'accord ou pas avec son livre, elle veut qu'on en parle. Elle a d'ailleurs créé le site www.muslimrefusenik.com où elle invite les internautes à commenter ses propos. Elle leur répond souvent, avec humour et franchise, et n'esquive aucune question. « Les gens n'ont aucune idée du nombre incroyable de jeunes musulmans qui m'envoient des courriels pour me remercier de leur avoir offert une voix à laquelle ils peuvent s'identifier. » Comme cette musulmane du nom de Zaida qui lui a écrit: « Je suis en désaccord avec l'islam depuis de nombreuses années, mais je n'ai jamais eu le courage d'exprimer ce qui me dérangeait. Votre livre m'a encouragée à ne pas accepter les réponses conventionnelles. Vous m'avez donné de la force. »

Pour Irshad Manji, ce genre de témoignage prouve bien que son combat est utile et qu'il faut briser l'omerta. « Ce n'est pas dans les monarchies pétrolières du golfe Persique que les musulmans pourront réformer l'islam, mais d'abord dans les pays démocratiques, comme le Canada. »

de la *Gazette des femmes*

25 idées lumineuses **pour le féminisme**

La *Gazette des femmes* a 25 ans. Un quart de siècle à témoigner de la vie des femmes d'ici et d'ailleurs. Un quart de siècle à penser le présent… et à rêver l'avenir. Ressasser le passé ? Nous avons préféré fêter en recueillant 25 idées lumineuses, comme les chandelles d'un gâteau, qui montrent que le féminisme est bien vivant.

par Martine Batanian, Pascale Guéricolas, Isabelle Porter et Danielle Stanton

En tournage pour le projet *Le 5e Monde*, les productrices Karina Marceau et Elisabeth Daigle encadrent Chantale Prévost, missionnaire québécoise, en Amazonie.

1 Deux filles, un nouveau monde

Cinq continents, dix femmes, autant de façons d'améliorer le sort de l'humanité ; voilà ce que Karina Marceau et Elisabeth Daigle projettent de présenter sur nos écrans télé l'an prochain. Armées d'un sac à dos et d'une caméra, ces Québécoises de 32 ans partiront à la rencontre de Dora Akunyili, une Nigérienne qui lutte contre le trafic de faux médicaments, de Dita Sari, fondatrice du Front national pour la lutte ouvrière en Indonésie, et de huit autres femmes dont l'action dérange l'ordre établi. Politique, justice, environnement, affaires, leurs champs d'action diffèrent. « Mais, pacifiques et altruistes, elles travaillent toutes pour que le monde tourne mieux », résume Elisabeth.

Un projet à la hauteur de l'enthousiasme des jeunes femmes ! Pour mener à bien *Le 5e Monde*, qui comprendra 10 épisodes de 30 minutes, Karina a quitté son poste d'animatrice de l'émission d'affaires publiques *J.E.* à TVA, et Elisabeth, son travail en diplomatie parlementaire à l'Assemblée nationale du Québec. Ensemble, elles ont fondé leur boîte de production, Intégral I.T., et recueilli les fonds nécessaires à la série – près de 1 million $!

Elles veulent une seule chose : rétablir l'équilibre. « La télévision n'offre presque jamais de points de vue féminins sur les questions internationales, dit Elisabeth. Que pensent les femmes et comment s'y prennent-elles pour changer les choses ? Nous souhaitons montrer une autre façon d'agir, fondée sur l'entraide, le consensus. »

Le 5e Monde sera diffusé à l'automne 2005 sur les ondes de TV5. Ses productrices-réalisatrices espèrent qu'il redonnera espoir. « Nous voulons offrir une vision lumineuse du monde. Partout sur la planète, des femmes et des hommes tentent de changer les choses. Et ils font la différence », conclut Karina Marceau. D.S.

Objectif parité

2

« Je suis convaincue que le mode de fonctionnement des organismes décisionnels va s'améliorer si le pouvoir est mieux partagé entre hommes et femmes. » Christine Boulet

L'an 2010 : voici la date que s'est fixée le Centre des femmes l'Héritage de Louiseville, en Mauricie, pour atteindre la parité dans les 45 organismes décisionnels de la MRC de Maskinongé. L'originalité du projet ? Il s'adresse autant aux hommes qu'aux femmes.

Comme dans d'autres régions, les femmes de cette MRC ne forment qu'un maigre 26 % des conseils d'administration des caisses populaires, de la Table des maires, du Centre local d'emploi et des conseils municipaux. Au contraire, les hommes, à 26 %, sont sous-représentés dans les conseils d'établissements scolaires. « Je suis convaincue que le mode de fonctionnement de ces structures va s'améliorer si le pouvoir est mieux partagé entre hommes et femmes », croit Christine Boulet, coordonnatrice du Centre des femmes l'Héritage et initiatrice du projet.

Pour atteindre l'équité, son équipe pousse les hommes en poste à solliciter des femmes de leur région pour qu'elles siègent à leurs côtés, plutôt que de piger dans le *boys' club* habituel. Elle pourrait même, éventuellement, encourager certains à céder leur place à une consœur ! Tous les organismes de Maskinongé doivent s'engager par écrit à favoriser l'égalité. Chaque année, le 8 mars, un rapport statistique dévoilera le nombre d'hommes et de femmes qui y siègent, afin que le public puisse faire pression sur les conseils d'administration moins égalitaires. « Les organismes qui ne s'engageront pas vont vraiment avoir l'air fous », remarque une des participantes au projet, de façon anonyme pour ne pas heurter les sensibilités. On espère atteindre ainsi une juste représentation des sexes, sans passer par une loi sur la parité, comme en France. **P.G.**

Maya Leibovich, première Israélienne à être ordonnée rabbine.

Comment je suis devenue rabbine

Quand Maya Leibovich est devenue la première Israélienne à être ordonnée rabbine, en 1993, les juifs orthodoxes ont éclaté de colère. Manifestations haineuses, lettres de menaces, la garderie de sa congrégation a même été la cible d'un incendie criminel! « D'après le premier chapitre de la Genèse, hommes et femmes sont nés égaux, à l'image de Dieu. Or, ça ne s'est pas traduit dans la vie d'aujourd'hui », regrette la résidante de Mevasseret Zion, banlieue de Jérusalem.

Fille d'émigrés tchèques, Maya Leibovich enseigne un judaïsme réformiste qui prône l'égalité des sexes. Comme aucune des 40 synagogues de Mevasseret Zion, toutes orthodoxes, ne permet aux femmes de participer à l'office, elle prêche dans une école, après la classe. Ses sermons inspirés ont attiré 180 familles dans sa congrégation, qui en comptait 6 au départ! Bientôt, cette quinquagénaire charismatique inaugurera une nouvelle synagogue, le Centre du judaïsme progressiste. Un petit miracle, financé par des organisations juives d'Amérique du Nord: en Israël, les réformistes n'ont droit à aucune subvention gouvernementale. « Notre société est très conservatrice. Les gens sont plus préoccupés par les conflits avec le monde arabe que par les changements à opérer à l'intérieur de la société », déplore-t-elle de sa voix forte et grave.

Membre du mouvement international Women of Reform Judaism (« Femmes pour un judaïsme réformé »), Maya Leibovich invite les croyantes à réinterpréter la Torah. « Les femmes ont une approche plus patiente, plus tolérante, plus spirituelle », dit-elle, convaincue qu'il leur appartient de « réinventer les structures de la société ». Bonne nouvelle: pendant ses études rabbiniques au Hebrew Union College de Jérusalem, vers 1990, il y avait seulement quatre étudiantes; aujourd'hui, elles sont une trentaine. Et la majorité vient d'Israël. **I.P.**

Le camp de la relève

Elles ne sont surtout pas des féministes de salon. Pour elles, les connaissances théoriques s'appliquent sur le terrain – et elles veulent les transmettre aux nouvelles générations. « Si j'avais appris plus tôt les notions féministes qu'on m'a enseignées pendant mon bac en études des femmes, j'aurais certainement passé une adolescence plus sereine! » lance la Franco-Ontarienne Rachel Gouin, membre de l'organisme national et bilingue Filles d'action. « Par exemple, à l'université, je me suis rendu compte que j'avais vécu, plus jeune, une certaine violence sexuelle. Analyser et comprendre mon expérience dans un contexte social plus vaste et savoir que je n'étais pas la seule à avoir subi ce genre de choses m'a rendue plus forte. »

C'est en 1995 que trois étudiantes au baccalauréat en études des femmes, à l'Université d'Ottawa, ont lancé le Power Camp National. Première action: un camp de jour offert aux adolescentes de 11 à 18 ans afin de leur apprendre à remettre en question les rôles sexuels. La première année, 30 filles y assistaient. Cinq ans plus tard, leur nombre avait quadruplé! Parmi les sujets de discussion: la violence et les stéréotypes. « Rapidement, l'idée d'un camp de jour d'éducation populaire, critique et féministe a attiré l'attention des femmes partout au Canada », se rappelle Rachel Gouin, maman d'une fillette de 4 ans. Depuis, 70 organismes ont commandé la trousse conçue pour adapter le modèle de Filles d'action dans chaque communauté.

Participantes à un atelier de Filles d'action, dans les Laurentides.

Maintenant installé à Montréal, Filles d'action poursuit entre autres sa mission dans la classe de sixième année de l'école primaire anglophone Verdun. Une fois par semaine, les élèves se réunissent pour leur *girls' club*. « La plupart viennent de milieux peu favorisés. Pendant une heure, on discute avec elles de leurs problèmes, on fait de l'art dramatique ou de la danse. Notre but est de réduire la violence dans leur vie et de les encourager à se soutenir entre elles. » Mieux connu dans le milieu communautaire anglophone pour l'instant, Filles d'action espère compter bientôt davantage de groupes francophones. **M.B.**

www.fillesdaction.ca

Photo : Jean-François Leblanc/Agence Stock Photo

« On veut vraiment que les choses changent pour les femmes artistes. »
Marie-Eve Gagnon

Avoir le beau rôle

« À l'Union des artistes, on est un peu arriérés ! » Manifestement, Marie-Eve Gagnon ne digère pas l'écart salarial d'environ 30 % qui sépare les actrices de leurs collègues masculins. La dramaturge siège à un comité de l'Union des artistes (UDA) qui vient de publier un rapport dévastateur sur les conditions de travail des femmes interprètes. « Le comité a obtenu l'appui d'une chercheuse aguerrie, Francine Descarries, sociologue à l'Université du Québec à Montréal, pour analyser les données de l'UDA et produire un rapport incontestable scientifiquement. On veut vraiment que les choses changent », précise la jeune auteure.

La recherche montre que la publicité et le doublage emploient jusqu'à deux fois moins de femmes que d'hommes. Et celles-ci sont souvent moins bien rétribuées pour leur travail : dans le secteur du film et des téléséries, seulement 1,7 % des actrices tirent un revenu annuel supérieur à 25 000 $, contre 2,6 % des acteurs. « Plusieurs producteurs invoquent la rareté des comédiens masculins pour les payer davantage. C'est faux : ils sont plus nombreux. Les femmes ne représentent que 47 % des membres de l'UDA. » Leur salaire moyen, toutes catégories confondues ? En 2003, il se chiffrait… à 13 263 $, comparé à 17 601 $ pour les hommes. Un écart salarial de 32,7 %.

Comment renverser la vapeur ? « En amenant la direction de l'UDA à faire de ce dossier un cheval de bataille. » Marie-Eve Gagnon sait bien que les auteurs se braqueraient si le syndicat imposait des quotas pour des rôles féminins. Mais pourquoi ne pas féminiser quelques rôles secondaires, ce qui permettrait d'ailleurs de mieux refléter la présence accrue des femmes dans la police, la magistrature, la médecine d'aujourd'hui ? Le comité compte solliciter les idées des membres de l'UDA dès cet automne. **P.G.**

L'union fait la force

« T'as beau avoir tout le savoir-faire du monde, si la société ne te suit pas, t'as un problème », affirme Denise Tremblay, coordonnatrice de La Séjournelle. La maison d'hébergement pour femmes victimes de violence de Shawinigan a donc fait du mot « partenariat » son leitmotiv. Depuis plusieurs années, elle collabore avec des policiers, des chercheurs universitaires, même avec un groupe d'aide aux conjoints agresseurs. « Au début des années 1990, notre démarche en laissait plusieurs sceptiques », se rappelle Denise Tremblay. Aujourd'hui, on cite La Séjournelle comme un modèle à suivre.

D'abord, la maison a contacté la sécurité publique pour améliorer l'accueil des femmes qui se présentaient au poste de police. Un protocole d'entente a vu le jour. Puis, après mûre réflexion, elle a accepté de siéger au conseil d'administration d'Accord-Mauricie, un centre d'aide pour conjoints violents. « Tout homme qui veut recevoir les services d'Accord-Mauricie doit accepter que La Séjournelle contacte sa femme pour lui offrir du soutien. Par ailleurs, si nous pressentons qu'une femme est en danger, nous les avertissons, et c'est à eux de jouer. » C'est aussi en duo, femme et homme, que se donnent les ateliers de sensibilisation à la violence conjugale dans les écoles. Une approche unique au Québec.

Accord-Mauricie participe également à un comité mis sur pied par La Séjournelle, avec le Département de psychoéducation de l'Université du Québec à Trois-Rivières, pour améliorer la sécurité des victimes sur le territoire. Le projet a reçu du Centre national de prévention du crime une subvention de 300 000 $ pour élaborer une grille d'évaluation de dangerosité des conjoints violents. « Cette grille servira aux membres du système judiciaire (policiers, procureurs, service de libération conditionnelle, etc.) à travers le Québec. Elle pourrait aussi être exportée ailleurs au Canada. » **D.S.**

À l'avant-plan, Denise Tremblay, de La Séjournelle, et Pierre Potvin, professeur en psychoéducation à l'UQTR, avec Manon Bouchard, professionnelle de recherche à La Séjournelle, et Robert Ayotte, directeur d'Accord-Mauricie.

25 ans au service des Québécoises

Je salue fièrement les 25 ans d'existence de la *Gazette des femmes* publiée par le Conseil du statut de la femme.

La *Gazette* a été de tous les dossiers et a témoigné de l'évolution de la situation des femmes au Québec. Elle a étoffé les sujets et a permis l'expression de la pluralité des points de vue. Elle a su porter la voix des femmes avec détermination et sans complaisance. C'est un magazine inégalé et indispensable au Québec.

Au nom de la Commission de l'équité salariale, je suis fière de célébrer cet anniversaire et d'affirmer que l'équité salariale, comme la *Gazette des femmes*, contribue à l'égalité des Québécoises, à la reconnaissance de leur apport sur le marché du travail et dans la société en général.

La présidente,

Rosette Côté

Commission de l'équité salariale
Québec

1 888 528.8765 ■ www.ces.gouv.qc.ca

Photo de Women's eNews

« Nous donnons aux femmes l'information qui leur permettra de participer pleinement au développement de leur société. »
Rita Henley Jensen

L'autre info

Avant d'être une journaliste admirée, l'Américaine Rita Henley Jensen a vécu la misère. Mère à 18 ans, elle a quitté un mari violent et élevé deux enfants en vivant de l'assistance sociale. Une bourse d'études lui a permis, à 24 ans, d'entrer au collège, de devenir reporter, de faire connaître les problèmes sociaux des femmes. Quand l'organisation féministe NOW Legal Defense lui a demandé de diriger un service de nouvelles dans Internet, *Women's eNews*, en 1999, elle était prête.

Magazine féministe doublé d'une agence de presse (qui dessert notamment le *Washington Post*), *Women's eNews* publie chaque jour de nouveaux articles sur les enjeux touchant les femmes. « Nous ne nous intéressons pas à qui fait la vaisselle dans le couple, mais aux politiques publiques », précise Henley Jensen, la rédactrice en chef. Par exemple : aux logements sociaux pour jeunes filles dans les quartiers chauds de New York, aux intentions de vote des Américaines à l'élection présidentielle, à la participation des Irakiennes à la politique. « Nous donnons aux femmes l'information qui leur permettra de participer pleinement au développement de leur société. Et d'apprendre les unes des autres, par des articles sur les groupes féminins en Afghanistan, au Pakistan, en Israël. »

Aujourd'hui, *Women's eNews* rejoint deux millions de personnes chaque mois. Avec un budget annuel d'environ 800 000 $CAN constitué surtout de dons, le webzine new-yorkais emploie six femmes et une centaine de journalistes pigistes dans le monde. Depuis 2003, il propose même une version en arabe ! Et chaque semaine, le site publie une caricature d'Ann Telnaes, lauréate du prix Pulitzer. Pas étonnant qu'il ait reçu 11 prix, dont celui du meilleur site Internet décerné par l'Association nationale des femmes journalistes, en 2003. **I.P.**

www.womensenews.org

Des hommes d'honneur

Leur message, ils l'ont affiché partout l'an dernier. Une affiche-choc : 10 personnalités masculines du Nouveau-Brunswick (le lieutenant-gouverneur Herménégilde Chiasson, le premier ministre Bernard Lord, l'animateur de Radio-Canada Abbé Lanteigne, etc.) nous regardaient droit dans les yeux. Au-dessus d'eux, ce texte efficace : « Il n'est pas suffisant pour nous, en tant qu'hommes, de ne pas être violents. Nous ne tolérons pas le manque de respect et la violence autour de nous. »

Le Réseau des hommes du Nouveau-Brunswick pour un monde sans violence, créé en 2002, est une première au Canada. « Nous voulons convaincre un maximum d'hommes d'oser se lever pour dire non à la violence. Au travail, avec leur amis, partout ! » explique Miguel LeBlanc, directeur général du Conseil consultatif de la jeunesse du Nouveau-Brunswick et membre du Réseau. « Plusieurs hésitent à la dénoncer, par honte, par sentiment de culpabilité, par peur d'être ridiculisés par les autres mâles. Il faut pourtant parler pour que la violence cesse. C'est ce que nous disons aux hommes. Dans leur langage. »

Au départ, les fondateurs craignaient d'être perçus comme des intrus par les groupes de femmes, dit Terrance Trites, président du mouvement. « On nous a très bien accueillis. Nous travaillons maintenant solidairement et nous en sommes fiers. » Le Réseau compte plusieurs femmes parmi sa centaine de membres.

Par contre, des hommes leur reprochent d'avoir vendu leur âme au féminisme. « Nous essayons plutôt de définir une manière masculine de faire face au problème ! Le patriarcat a laissé des traces, croit Miguel LeBlanc. Certains jeunes jugent encore que dans un couple, c'est à l'homme de tout décider. » C'est pourquoi le Réseau constitue partout au Nouveau-Brunswick de petits groupes de discussion entre hommes et femmes. Pour qu'un jour, la violence s'arrête. **D.S.**

« Il faut parler pour que la violence cesse. C'est ce que nous disons aux hommes. Dans leur langage. »
Miguel LeBlanc (troisième sur l'affiche)

Françoise Ruperthouse et Louise Magnan, complices pour contrer la violence faite aux Amérindiennes.

Sœurs de sang

« La violence à coups de pied et à coups de poing, ça va faire! » Voici le cri du cœur que Françoise Ruperthouse colporte de maison en maison dans le village algonquin de Pikogan, près d'Amos, en Abitibi. Cette travailleuse sociale amérindienne amène l'espoir aux femmes de sa communauté, affligées par la violence: depuis un an, elle participe au programme Action Ikwe (« femme » en algonquin), mené par le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel à Amos. Fondé en janvier 2002, Calacs-Abitibi Action Ikwe est le premier organisme du genre à avoir un conseil d'administration composé surtout d'autochtones (trois personnes sur cinq), ce qui encourage leurs consœurs à aller y chercher de l'aide.

Au Canada, une Amérindienne sur deux aurait déjà subi une agression sexuelle; un plus grand nombre auraient été maltraitées par leur conjoint. « J'ai moi aussi été victime de violence et j'ai presque cru que je ne m'en sortirais pas, raconte Françoise Ruperthouse, ex-toxicomane. Les gens de ma communauté qui m'ont vue "paquetée", irresponsable, comprennent que le changement est possible. »

Lorsqu'elle et les deux autres administratrices autochtones d'Action Ikwe rencontrent leurs sœurs de sang, elles disposent d'une arme de taille: leur connaissance du milieu. Sans faire de vagues, elles aident les habitantes de Pikogan à sortir du silence, alors que la violence conjugale demeure un sujet tabou dans ce village de 500 habitants.

« Je crois beaucoup au pouvoir des femmes », affirme Louise Magnan, intervenante blanche au Calacs-Abitibi et l'une des initiatrices du projet. Lorsqu'elles le souhaitent, les femmes agressées peuvent aussi la rencontrer à son bureau d'Amos, qui offre un anonymat impossible à Pikogan. L'équilibre financier du centre reste cependant précaire. **P.G.**

Merci
à la
Gazette des femmes
pour sa contribution
passée et future
à la société québécoise

rrq.gouv.qc.ca

Régie des rentes
Québec

Mères et monde 10

« Le projet Mères et monde prouve que nous valons bien plus que le cliché "jeunes-mères-monoparentales-pauvres-en-difficulté-et-battues-par-leur-*chum*". » Catherine Bolduc, maman d'Alix, 4 ans.

De jeunes mères de famille monoparentale de Québec ont réussi un coup d'éclat: transformer une école désaffectée en centre communautaire et résidentiel de 23 logements destinés à leurs semblables. « Le projet Mères et monde prouve que nous valons bien plus que le cliché "jeunes-mères-monoparentales-pauvres-en-difficulté-et-battues-par-leur-*chum*" », se réjouit Catherine Bolduc, 25 ans, blonde maman d'Alix, 4 ans, et présidente du conseil d'administration de la coopérative. « C'est bon pour le moral. »

Au Québec, 75 % des familles monoparentales avec enfant de moins de 6 ans vit de l'aide sociale. Au fil de rencontres menées par le CLSC Basse-Ville, l'idée a germé, inspirée de l'initiative Mères au pouvoir, à Montréal. « Pourquoi ne pas nous donner un lieu ? Des logements subventionnés, mais aussi des activités communautaires, du gardiennage, bref, une foule de services sur mesure? » En janvier dernier, grâce au soutien financier de nombreux partenaires, Mères et monde accueillait ses premières locataires, à Limoilou.

N'entre pas à Mères et monde qui veut. Il faut avoir un projet de vie: un travail en vue, un retour aux études, etc. Environ une centaine de jeunes mères, résidantes ou membres de l'extérieur, profitent de la coopérative et participent à sa gestion. « Les services sont gratuits mais, en retour, elles doivent s'impliquer, dit Catherine Bolduc. Ça contribue à leur *empowerment*. En animant une réunion ou en concevant un budget d'affaires, plusieurs se découvrent des forces insoupçonnées. » La formule devrait faire des petits.

D.S.

La Gazette, *toujours vivante!*

Fier de compter parmi ses membres des féministes d'État et des femmes engagées, compétentes et reconnues, le SPGQ souligne l'apport remarquable de *La Gazette des femmes* et son ouverture toujours plus grande à la réalité des femmes d'ici et d'ailleurs.

Longue vie à *La Gazette des femmes*, toujours nécessaire et pertinente!

SPGQ
Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec

Lady festive

« Le Ladyfest est la formule idéale pour combiner art et féminisme ! » Anna Wagner est ravie. En mai dernier, cette écolo de 30 ans a organisé avec deux amies un « festival des dames » à Malmö, dans le sud de la Suède. Dédié à la création féminine, cet événement présentait des musiciennes de la scène marginale (punk, *grunge*, *indie*) et aussi des danseuses, des comédiennes, des écrivaines et des artistes en arts visuels. « Nous voulions inciter les filles à poser un regard plus positif sur elles-mêmes, tout en offrant aux créatrices une scène pour présenter leurs projets », explique la Suédoise. La fête a attiré 500 personnes, une foule honorable pour un événement non commercial.

Invention américaine, le Ladyfest est un concept de festival « à faire soi-même » destiné aux amatrices d'art. C'est aux *riotgirrrls*, membres d'un courant féministe punk auquel appartenait la chanteuse Courtney Love, qu'on doit la première édition, tenue en l'an 2000, à Olympia, dans l'État de Washington. Pour favoriser l'émergence de talents féminins, elles ont encouragé les femmes d'ailleurs à reprendre la formule. Un succès : en quatre ans, pas moins de 50 festivals ont eu lieu, des États-Unis à l'Europe, en passant par le Canada anglais (qui en est à sa troisième année), Hawaï et l'Indonésie !

Pour Anna Wagner, cette fête culturelle permet de contrer la piètre image de la femme que véhiculent les médias. « Les attentes qu'ils créent sont complètement destructrices. Les femmes ne font plus les choses pour elles-mêmes, mais pour répondre à certains idéaux, comme l'apparence. » Au Ladyfest, elles peuvent s'exprimer à leur manière, sans obéir à l'image de la chanteuse sexy derrière son micro. **I.P.**

« Le Ladyfest est la formule idéale pour combiner art et féminisme ! » Anna Wagner

www.ladyfest.org

Un beau parti

Un nouveau parti… féministe. « L'affirmation en a étonné plusieurs et apeuré certains ! » Françoise David

Un nouveau parti progressiste, écologiste, altermondialiste. Passe encore. Mais féministe ? « L'affirmation en a étonné plusieurs et apeuré certains ! constate Françoise David, cofondatrice d'Option citoyenne. Nous voulons simplement promouvoir l'égalité femmes-hommes : des pas très importants ont été faits, mais tout n'est pas gagné. C'est ensemble qu'on changera le monde. »

L'essence d'Option citoyenne, Françoise David la résume dans *Bien commun recherché*, paru au printemps dernier. La bible de la nouvelle gauche ? « J'espère bien que non ! objecte l'auteure en riant. Pas plus qu'un programme électoral. C'est un bref essai politique. La vision d'une société où il ferait bon vivre. » L'ex-présidente de la Fédération des femmes du Québec, que certaines personnes accusent de prêcher pour un État omniprésent, affirme rêver seulement d'un gouvernement qui ferait respecter les droits individuels et collectifs. « Pour l'instant, la libre entreprise est… libre de faire n'importe quoi. Cela aboutit à des inégalités sociales et à des problèmes environnementaux criants. »

Option citoyenne préconise un équilibre des forces. Notamment entre hommes et femmes. « En partant, nous visons une représentation mixte 50-50. Et que des candidates de calibre ! Sauf qu'elles sont difficiles à convaincre. Plusieurs craignent d'être traquées par les médias jusque dans leur vie privée… »

Un autre Québec est possible, Françoise David en est convaincue. Utopie ? « Je me définis comme une idéaliste lucide. Idéaliste parce qu'autrement je ne me lancerais pas dans cette aventure ! Lucide parce que je suis parfaitement consciente que le défi sera exigeant. Mais j'y crois. J'invite les gens à venir débattre des enjeux avec nous. » Une rencontre nationale aura lieu en novembre. **D.S.**

www.optioncitoyenne.ca

Élaine Hémond (premier rang à gauche), présidente de Femmes, Politique et Démocratie, en compagnie des participantes à la première session de l'École d'été Femmes et Démocratie municipale.

Prêtes à postuler ?

Non, la sénatrice Lucie Pépin, la députée libérale Margaret F. Delisle, la vice-présidente du Parti québécois Marie Malavoy et l'ex-mairesse de Mont-Royal Vera Danyluk ne porteront jamais les mêmes couleurs politiques. Mais elles partagent une chose : la présidence d'honneur d'un organisme qui veut voir davantage d'élues accéder au pouvoir. « On ne prétend pas que les femmes font de la politique de façon plus transparente que les hommes, mais que c'est une nécessité pour la société d'utiliser leur expérience de vie », lance Élaine Hémond, présidente de Femmes, Politique et Démocratie. Fondé en 1998, ce groupe est le premier au Canada à soutenir les candidates de tous les partis et paliers gouvernementaux.

En 2003, Femmes, Politique et Démocratie lançait une fondation du même nom, qui réunit femmes d'affaires, universitaires, syndicalistes et autres afin de recueillir les dons pour financer ses activités. En juin, avec l'École nationale d'administration publique de Québec, le groupe offrait une première formation d'une semaine à 25 femmes, bien décidées à remporter les élections municipales de 2005. Ateliers sur les règlements municipaux et sur l'éthique, échanges avec des conseillères et mairesses, activités de réseautage, voilà quelques-uns des plats proposés aux aspirantes politiciennes.

Pourquoi s'attaquer d'abord au municipal ? « C'est inacceptable que seulement 10 % des municipalités soient actuellement dirigées par une mairesse, dit Élaine Hémond, car il s'agit du palier de gouvernement le plus proche de la communauté et de la famille, traditionnellement associées aux femmes. Il pourrait donc constituer une école de la politique pour celles qui désirent aller plus loin. » Son groupe compte offrir une autre formation en démocratie municipale à l'été 2005, avant d'entrer dans les arènes provinciale et fédérale. Prêtes à postuler ? **P.G.** ::

www.femmes-politique-et-democratie.com

Mon Arménie

« Depuis l'effondrement de l'URSS, l'État fait peu pour aider les femmes. » Lara Aharonian et son acolyte Gohar Shahnazaryan

L'Arménie, pays de la région du Caucase et ex-plus petite république soviétique, passe un dur moment depuis l'effondrement de l'URSS. Aujourd'hui, une majorité de gens y vit sous le seuil de la pauvreté. C'est dans ce contexte difficile que la Montréalaise d'origine arménienne Lara Aharonian a décidé de s'installer à Yerevan, la capitale, avec son mari et ses deux fillettes. Cette diplômée en psychoéducation et en littérature féministe ouvrira en septembre le tout premier centre de ressources pour femmes, le Kanayq Hayots Center (« Centre des femmes arméniennes »), à l'Université d'État de Yerevan.

« Depuis l'effondrement de l'URSS, l'État fait peu pour aider les femmes. À l'époque soviétique, les droits des femmes étaient protégés, mais celles-ci ne les connaissaient pas puisqu'ils ne leur étaient pas enseignés. Il n'y a donc pas aujourd'hui de base politique féministe en Arménie. » Avec ses acolytes Shushan Avagyan, étudiante en littérature, et Gohar Shahnazaryan, doctorante en sociologie, l'énergique et créative trentenaire compte livrer deux batailles : sauver de l'oubli l'histoire des Arméniennes, occultée par des siècles de dominations étrangères, et tenter d'améliorer leur piètre situation en intervenant auprès des jeunes. Par exemple, elles organiseront des discussions sur les relations hommes-femmes et publieront dans leur site Internet des portraits d'Arméniennes remarquables.

Pour établir les principes du Kanayq Hayots Center, les fondatrices se sont inspirées du Regroupement des centres de femmes du Québec. « La manière d'intervenir auprès des clientes nous convient. En Arménie, nous sommes le premier centre de femmes à avoir une loi écrite sur l'ouverture à toutes, peu importe l'orientation sexuelle. Ça, c'est notre côté le plus québécois ! » C'est en septembre, lors de l'ouverture du centre, que la militante saura si les jeunes femmes du pays sont prêtes à la suivre. **M.B.**

Photo : Emmanuelle Neron

15

Baise majesté

« Les générations précédentes de féministes ont mené les batailles sur la place publique en pensant que les victoires personnelles suivraient. Mais la bataille de l'intime s'avère souvent plus délicate et plus difficile. » Selon la réalisatrice Francine Pelletier, les femmes vivent encore beaucoup de tiraillements dans le secret de leur chambre à coucher. C'est un des sujets de *Baise majesté*, documentaire de six heures sur la sexualité féminine d'aujourd'hui qui sera diffusé cet automne à Canal Vie et à CBC. En interviewant des dizaines de femmes de tous âges, Francine Pelletier a découvert que, souvent, leur vie intime ne correspond pas à la sexualité féminine débridée que colportent les émissions comme *Sexe à New York* et les livres érotiques de Catherine M. « On est entre le vieux et le nouveau. Certaines jeunes femmes ont des désirs sexuels très affichés, tandis que d'autres, sous des allures modernes, veulent avant tout faire plaisir à l'autre. »

« Les femmes ont le don de soi jusque dans le cul, ajoute Julie Châteauvert, interrogée dans la série. Les insatisfactions sexuelles sont les mêmes d'une femme à l'autre. Et lorsqu'on leur demande ce qu'elles voudraient, c'est le noir total. Ça fait peur ! » Avec quatre filles, cette artiste (elle fait de la danse et de l'installation) a fondé en février 2003 un groupe de discussion, Sex/e Activism/e, pour libérer l'imaginaire érotique féminin. Pour elle, tant que les stéréotypes régneront dans l'intimité, il sera impossible d'établir des rapports vraiment égalitaires dans la sphère publique. « La sexualité est politique. Il faut que les femmes se prennent en main et osent dire ce qui les excite ! » Sex/e Activism/e prépare un documentaire sur le sujet qui pourrait être diffusé prochainement. En attendant, les filles organisent des ateliers de discussion à Montréal, Toronto et Québec. **P.G.**

La CSN est heureuse de saluer le travail de la *Gazette des femmes*, seul magazine féministe qui, depuis 25 ans, est complice des luttes des femmes en marche vers un monde meilleur et égalitaire. Longue vie au Conseil du statut de la femme et à la *Gazette des femmes* !

CSN

« Tant qu'on n'a pas pris quelqu'un le couteau sur le clitoris, on ne sait pas ce qui se passe. » Aoua Bocar Ly-Tall

Sus aux mutilations

« Tant qu'on n'a pas pris quelqu'un le couteau sur le clitoris, on ne sait pas ce qui se passe », lance Aoua Bocar Ly-Tall, présidente du réseau québécois Femmes africaines Horizon 2015. On pense souvent que le phénomène de l'excision se limite à certains pays d'Afrique. Erreur. Même s'il manque de statistiques à ce sujet, de récents faits divers – une fillette excisée à Toronto, un mari exigeant qu'on réinfibule sa femme après accouchement à Montréal – montrent que des immigrants pratiquent les diverses formes de mutilation génitale féminine au Canada. Horizon 2015 s'est donné la mission d'éradiquer cette coutume d'ici 10 ans au Québec.

Depuis sa fondation, en 1994, le réseau organise des rencontres afin de sensibiliser les Québécoises d'origine sénégalaise, somalienne ou camerounaise aux dangers des mutilations génitales, interdites par la législation canadienne. Il s'efforce aussi d'informer le personnel de la santé. « Certains médecins ont une attitude de recul lorsqu'ils découvrent les mutilations de leur patiente qui, du coup, se referme sur elle-même. Il faut dédramatiser la situation », explique Aoua Bocar Ly-Tall, chercheuse associée à l'Institut d'études des femmes de l'Université d'Ottawa. Horizon 2015 appuie également les femmes demandant le statut de réfugiées parce que leurs filles risquent l'excision, notamment en témoignant devant la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. Cependant, sa fondatrice, émigrée de Mauritanie en 1989, sait bien que la fin des mutilations génitales ne suffira pas à intégrer les Africaines dans leur pays d'accueil. Le réseau travaille donc à faire tomber les préjugés en organisant des colloques publics sur le rôle des femmes en Afrique. Il accompagne aussi les jeunes Québécoises d'origine africaine dans la recherche de leur nouvelle identité culturelle. **P.G.**

www.setisite.com/cls/fah

« Depuis 1901, seulement 11 femmes ont reçu le prix Nobel de la paix. Pourquoi leur travail n'est-il pas reconnu ? » Ruth-Gaby Vermot

Au nom de toutes les autres

Membre de la Commission de la migration, des réfugiés et de la population au Conseil de l'Europe, Ruth-Gaby Vermot a visité des camps de réfugiés en Bosnie, en Serbie, en Azerbaïdjan et en Arménie. Là-bas, cette Hollandaise d'origine, représentante socialiste au Parlement suisse, a été impressionnée par toutes les femmes travaillant pour la paix, la reconstruction de leur pays et le bien-être de leurs enfants. C'est ainsi que lui est venue l'idée de permettre à 1 000 femmes, de différents pays et milieux, de recevoir le prix Nobel de la paix en 2005. « Depuis 1901, seulement 11 femmes ont reçu ce prix. Pourquoi leur travail n'est-il pas reconnu ? », demande avec vigueur cette doctoresse en philosophie, âgée de 63 ans.

C'est en février prochain, après la sélection de 20 coordonnatrices régionales, qu'un conseil international de femmes, présidé par Ruth-Gaby Vermot, se rendra à Oslo pour remettre au comité Nobel les noms de 3 femmes qui représenteront les 997 autres (seulement 3 personnes pouvant partager la distinction). Si elles l'obtiennent, l'argent du prix sera versé dans un fonds pour la paix, dont profiteront les 1 000 lauréates. Sinon, une exposition itinérante – réalisée par des journalistes, des photographes et des cinéastes – présentera tout de même leur travail au public. De cette initiative résultera aussi une étude sur les stratégies particulières aux femmes pour ramener la paix et la sécurité en temps de guerre, qui sera publiée en 2006 par une chercheuse de l'Université de Berne. **M.B.**

www.1000peacewomen.org

18 Charte mondiale des femmes

Plus déterminées que jamais, les femmes du monde entier marcheront à nouveau en 2005 pour réclamer l'égalité des droits, la fin de la violence et la liberté.

En l'an 2000, la Marche mondiale des femmes, menée par la Fédération des femmes du Québec, avait forcé de nombreux États à s'intéresser à la condition féminine. « Cette incroyable mobilisation avait beaucoup accru la visibilité et la solidarité du mouvement. Cependant, elle avait donné peu de gains gouvernementaux », rappelle Julie Bégin, porte-parole de l'événement. Plus déterminées que jamais, les femmes du monde entier marcheront à nouveau en 2005 pour réclamer l'égalité des droits, la fin de la violence et la liberté.

Plus politique, cette nouvelle édition – désormais pilotée par la Marche mondiale des femmes, organisme distinct de la Fédération des femmes du Québec, mais toujours basé à Montréal – entend adresser aux gouvernements de plusieurs pays des demandes concrètes pour améliorer la condition féminine. Lors de cette marche à relais sur les cinq continents, les femmes se transmettront aussi un document : la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité*, que plus de 5 700 groupes (organismes sans but lucratif, syndicats, collectifs féminins) participent actuellement à rédiger et qui se veut un texte fondateur du monde à construire selon les féministes. Elle tourne « autour de cinq valeurs essentielles : la liberté, l'égalité, la solidarité, la justice et la paix », précise Brigitte Verdière, qui travaille à synthétiser les commentaires des unes et des autres. Sa version définitive sera adoptée le 10 décembre 2004, à Kigali, au Rwanda. Quant à la Marche, elle partira du Brésil le 8 mars 2005 pour arriver le 17 octobre en Afrique, dans un pays qui reste à déterminer. Ce jour-là, une manifestation mondiale de solidarité féministe aura lieu à midi de chaque fuseau horaire. **P.G.**

www.marchemondiale.org/fr/charte.html

Félicitations pour vos 25 ans !

La Commission des normes du travail désire souligner le 25e anniversaire de la Gazette des femmes et féliciter toutes les personnes qui, au fil des ans, ont enrichi par leur contribution la réflexion sur la condition féminine.

Les femmes représentent plus de la moitié des salariés dont les conditions de travail sont déterminées uniquement par la Loi sur les normes du travail. La loi contient de nombreuses dispositions facilitant la conciliation travail-famille et des dispositions concernant les événements pouvant survenir durant la grossesse. Elle assure le droit au congé de maternité et à un congé parental qui peut être partagé entre les parents. Elle protège les femmes en encadrant leur retour au travail après un congé de maternité ou un congé parental, permet de s'absenter du travail pour des motifs reliés à la garde, à la santé et à l'éducation d'un enfant mineur. Enfin, elle garantit aux femmes, comme à tous les salariés, le droit à un milieu de travail exempt de harcèlement psychologique.

Pour plus d'information concernant les normes du travail, visitez notre site Internet ou communiquez sans frais avec la Commission des normes du travail.

Région de Montréal : (514) 873-7061
Ailleurs au Québec : 1 800 265-1414
www.cnt.gouv.qc.ca

Commission des normes du travail
Québec

Des filles qui ont du culot!

« Arme de séduction massive » : culotte au slogan à double sens du groupe de pression américain Axis of Eve.

Les filles d'Axis of Eve vendent des petites culottes, mais ne font pas dans la dentelle. Et c'est bien là le secret de leur succès. Depuis l'hiver dernier, les membres du groupe – dont le nom est inspiré du célèbre *axis of evil* (« axe du mal ») de George W. Bush – protestent dans les rues de Washington et de New York, vêtues de leurs culottes aux slogans à double sens. *Weapon of mass seduction* (« Arme de séduction massive »), *My cherry for Kerry* (« Ma cerise pour Kerry », le candidat démocrate) et *Give Bush the finger* (qui signifie à la fois « dénoncer » et « tripoter », le mot *bush* désignant le sexe féminin)…

« Zazel et Tasha ont eu l'idée des culottes de protestation en janvier, alors que de nouveaux scandales se produisaient dans la politique américaine », raconte la New-Yorkaise Eden Eve (un surnom), ministre de la Presse et de la Propagande des culottes, mais aussi professeure d'histoire féministe. Leurs culottes multicolores de coton, vendues 10 $ la pièce, se sont envolées rapidement lors de la marche des femmes à Washington, en avril dernier. Les profits des ventes vont à la fondation sans but lucratif Daughters of Eve qu'elles ont aussi lancée, et qui se consacre pour l'instant à la création d'une vidéo incitant les jeunes à aller voter. Intéressées à la prochaine performance des Eves? Rendez-vous à la convention du Parti républicain à New York, le 1er septembre. Plus d'une centaine de femmes en collants et en culottes rigolotes s'enveloppe-ront dans le drapeau américain en signe de protestation à l'administration Bush. **M.B.**

www.axisofeve.org

« Les images ou le matériel pornos facilement disponibles incitent à concevoir la femme comme objet sexuel. » Jean-Michel Roy

Photo: Mélanie Cantin

One of the boys

Lorsque Jean-Michel Roy, étudiant en informatique à l'Université Laval, a vu l'image d'une infirmière en minijupe et talons aiguilles placardée dans sa faculté en guise d'invitation au party d'Halloween, son sang n'a fait qu'un tour. Sa réaction? Il a offert cette affiche ainsi que quelques autres… à des étudiantes préparant une exposition sur les images sexistes! « Les images ou le matériel pornos facilement disponibles incitent à concevoir la femme comme objet sexuel », clame cet oiseau rare de 23 ans, adhérent au Collectif masculin contre le sexisme, un organisme d'hommes profeministes.

Que les machos se tiennent bien: Jean-Michel Roy a décidé d'agir pour promouvoir les rapports égalitaires – dans son couple et ailleurs. Aux responsables d'une soirée étudiante où l'on présentait un calendrier mettant en valeur des filles en bikini ou en déshabillé, il a carrément demandé d'annuler cette « activité sexiste »! « Ils m'ont répliqué que la porno, ce n'était pas grave, et que l'égalité entre hommes et femmes était atteinte », déplore-t-il. Peu après, il a dénoncé une tournée des bars de danseuses organisée par des étudiants en génie informatique et électrique de l'Université Laval. L'activité a eu lieu malgré ses protestations.

Nullement découragé par ces rebuffades, ce partisan de l'égalité espère qu'il a pu sensibiliser au passage certaines personnes. Selon lui, son statut d'étudiant en informatique empêche ses détracteurs de le traiter avec le même mépris dont ils accablent les filles féministes. Malgré tout, le jeune homme continue d'inciter les rares filles de son département à investir les associations étudiantes, pour changer ces stéréotypes si tenaces. **P.G.**

www.er.uqam.ca/nobel/m243124/collectif_masculin_contre_le_sexisme.htm

Huguette Dagenais, professeure d'anthropologie à l'Université Laval, à la barre de l'Université féministe d'été

L'école des femmes

Elles sont chercheuses dans des universités québécoises ou européennes, militantes dans des groupes de femmes, membres de syndicats ou de ministères. Ou encore, de simples particulières intéressées par la condition féminine. Elles, ce sont les participantes à l'Université féministe d'été, organisée par le Groupe de recherche féministe de l'Université Laval, à Québec. Une rencontre basée sur le partage d'idées et d'analyses, qui laisse une grande place à la discussion.

Certains sujets abordés au cours de la deuxième édition, qui a eu lieu en juin dernier, ont provoqué une véritable onde de choc, comme le film sur les mutilations sexuelles. Les exposés sur la violence des femmes, donnés par trois chercheuses d'horizons différents, ont également nourri la discussion. « Ce thème a fait l'objet de recherches très pointues entre lesquelles il faut faire des liens, précise Huguette Dagenais, responsable de l'événement et professeure d'anthropologie à l'Université Laval. On sait que le taux de criminalité des femmes augmente depuis quelques années, mais les recherches de Dominique Damant sur la violence des femmes toxicomanes et prostituées, et de Marie-Marthe Cousineau sur les filles dans les gangs, permettent de replacer ces statistiques dans un contexte plus large. »

La formule des demi-journées consacrées à un thème unique, décliné par différentes chercheuses, facilite l'échange de points de vue. Les participantes en apprennent davantage sur l'économie solidaire, la conciliation emploi-famille ou les défis du féminisme actuel. Comme le formulait l'une d'entre elles: « C'est comme des vacances, je peux enfin m'asseoir pour penser! » **P.G.**

www.fss.ulaval.ca/universitefeministedete

Photo : Josée Lambert

« Je suis pour un féminisme inclusif, qui invite tous ses partenaires à se nommer, à se définir et à admettre leurs différences. »
Ginette Noiseux

22

Une saison provocante

Ginette Noiseux a le cœur à la fête. L'Espace Go, dont elle est directrice artistique et générale depuis 1981, fête sa 25e saison. C'est justement sous le thème « Portraits de femmes » que la directrice a élaboré la programmation anniversaire de la compagnie montréalaise, issue du Théâtre Expérimental des Femmes (TEF). « Il y a 20 ans, les filles du TEF se questionnaient au sujet des relations hommes-femmes, mais en matière d'oppression ou de patriarcat, se rappelle Ginette Noiseux. Depuis, les femmes ont pris leur place, la société s'est radicalement transformée et maintenant, ce sont les hommes qui ont à redéfinir leur rôle. C'est pourquoi je suis pour un féminisme inclusif, qui invite tous ses partenaires à se nommer, à se définir et à admettre leurs différences. »

La saison débutera par une question volontairement provocante : *Les hommes aiment-ils le sexe, vraiment, autant qu'ils le disent ?*, pièce coécrite par Evelyne de la Chenelière, Marie-Eve Gagnon, Normand Canac-Marquis et François Létourneau. « On a tellement parlé de la sexualité des femmes dans les 25 dernières années – en 1985, le TEF organisait même la Soirée des murmures, où 50 femmes artistes étaient invitées à créer une performance autour de leur érotisme –, mais la sexualité des hommes est encore taboue », soutient Ginette Noiseux.

D'autres pièces s'attarderont à l'univers féminin, comme *Gertrude, le cri*, de Howard Barker. Un Shakespeare revisité, dans lequel Hamlet est scandalisé par la fascination qu'exerce sa mère, Gertrude, auprès des hommes. « Cette pièce récente montre les transformations qui ont eu lieu dans la vie sexuelle des femmes et, chose rare, elle parle de pouvoir plutôt que de séduction. » Et que dire de la pièce de clôture de cet anniversaire, *Top Girls*, écrite au début des années 1980 par la dramaturge féministe britannique Caryl Churchill ? « Marlène, jeune femme venant d'être promue à son agence, échange avec des personnages historiques sur leurs aspirations et leurs sacrifices, explique la directrice générale. La pièce aborde le prix à payer pour se réaliser professionnellement et la conciliation famille-travail-amour. » Une saison anniversaire qui fera jaser ! **M.B.**

www.espacego.com

DES PAS SUR L'OMBRE
Témoignages d'intervenantes en maisons d'hébergement
Textes recueillis par Diane Trepanière

Qui sont ces femmes qui travaillent dans l'ombre ?

Abondamment illustrée de photographies de l'artiste visuelle Diane Trepanière, cette œuvre-témoin rassemble les voix de plus de 100 intervenantes de 50 maisons d'hébergement qui nous font partager leur vision de l'engagement.

Quel parcours, quelles convictions ont amené ces femmes de tous les âges, de divers milieux, à s'engager dans ce travail exigeant ?

En vente chez votre libraire

les éditions du remue-ménage

Mobilisation des femmes de Putumayo (nov. 2003). « Nous ne voulons pas répéter l'erreur du Salvador, où les femmes n'ont pas assisté aux négociations de paix entre le gouvernement et les groupes armés. »

La route pacifique

Les activistes colombiennes sont dures à joindre par les temps qui courent, occupées qu'elles sont à remettre sur les rails leur pays affecté par 50 ans de guerre entre les forces armées, les groupes paramilitaires et la guérilla. C'est qu'il y a deux ans, près de 300 organisations colombiennes ont formé le Mouvement des femmes contre la guerre et élaboré un Agenda pour la paix. Depuis, les actions nationales se succèdent. « L'objectif de notre Agenda est de résoudre le conflit colombien par une négociation politique qui impliquerait la société civile », explique Lucia Olga Ramirez, membre du Mouvement des femmes contre la guerre et coordonnatrice nationale de Ruta Pacifica (« Route pacifique »), un des organismes initiateurs du Mouvement. « Nous demandons aussi que les responsables des crimes contre la population civile soient punis conformément au droit international humanitaire, et que les victimes soient dédommagées. C'est très difficile puisque notre action est contraire à la stratégie militaire du gouvernement et à son désir d'amnistier les coupables. »

En août dernier, à Bogotá, le Mouvement organisait une rencontre contre la guerre, rassemblant des sénateurs colombiens et des activistes de 15 pays pour discuter, entre autres, des effets de la guerre sur la vie des femmes. « Nous ne voulons pas répéter l'erreur du Salvador, où les femmes n'ont pas assisté aux négociations de paix entre le gouvernement et les groupes armés, explique Lucia Olga Ramirez. Avec la paix, il nous faudra exiger des lois contre les violences conjugale et sexuelle, par exemple, qui ont été exacerbées par la violence politique des dernières années. » C'est pour cette raison que le slogan du Mouvement est « Ni guerre qui nous tue ni paix qui nous opprime! ».

Prochaine action inscrite à l'Agenda pour la paix : établir des liens avec les femmes du Chocó, département très pauvre où les groupes armés se disputent mines d'or et corridors stratégiques pour le trafic d'armes et de drogues vers le Panamá. « Jusqu'à maintenant, notre mouvement a réussi à démontrer les effets néfastes de la guerre dans la vie des Colombiennes. Nous sommes aussi très fières d'avoir conscientisé plusieurs femmes provenant de milieux populaires à la politique et au féminisme. Maintenant, elles sont plus en mesure de dénoncer. » **M.B.**

www.mujeresporlapaz.org

www.rutapacifica.org.co

L'Irakienne Yanar Mohammed (à gauche), en compagnie de trois militantes de Kirkuk. « Je ne sors pas de chez moi sans un garde du corps et un revolver. »

« On ne me fera pas taire »

L'Irakienne Yanar Mohammed, 43 ans, ne sort pas de chez elle sans un garde du corps et un revolver. Le regroupement qu'elle a fondé à Bagdad à la fin de la guerre, en mai 2003, dérange. « Notre organisme (Organisation of Women's Freedom in Iraq [OWFI] - Organisation pour la libération des femmes en Irak) est laïque, radical et confronte violemment les groupes islamistes politiques ; c'est ce qui nous distingue des autres associations de femmes irakiennes. »

Avec d'autres militantes, cette architecte de profession, qui a vécu à Toronto pendant huit ans, se bat pour préserver la liberté menacée de 10 millions d'Irakiennes. « Aujourd'hui, une femme sort rarement sans voile. Les groupes islamistes ont de plus en plus de pouvoir. » Pas étonnant qu'elle ait reçu des menaces de mort du groupe islamique Army of Sahaba. Ses membres n'ont pas du tout apprécié son discours contre la charia. Une campagne de mobilisation internationale, en février dernier, a d'ailleurs réussi à faire échec au projet du Conseil intérimaire du gouvernement irakien de remplacer le code irakien de la famille, plutôt progressiste, par la charia.

Pas question pour elle de fléchir. « Nous ne faisons pas de compromis avec les groupes religieux. Même si cette position nous fait perdre des possibilités de financement. Nous voulons l'entière égalité et la liberté pour les Irakiennes. » À preuve, le courageux journal que dirige Yanar, *Al Mousawat* (« L'égalité »), est le seul au pays à prôner l'égalité entre les hommes et les femmes et la mise en place d'une constitution non basée sur la charia. Ce journal a tellement choqué la société irakienne qu'après seulement trois parutions, il a fait face à une poursuite judiciaire pour un article contre le port du voile. Ce qui laisse Yanar songeuse. « Un homme qui dit avoir été heurté dans ses sentiments religieux a entamé une poursuite contre moi. Les millions de femmes à qui les islamistes imposent le port systématique du voile ne seraient pas heurtées, elles. Mais lui peut l'être et m'amener en cour… » **M.B.**

www.equalityiniraq.com

Quelques membres de la Compagnie F: Louise Lachance, Brigitte Latour, Joni Simpson, Kerlande Mibel et Sonia Bond (de gauche à droite) au Café Réseau, un projet d'économie sociale.

Course aux affaires

La popularité de la Compagnie F tient-elle à son atmosphère chaleureuse, à l'enthousiasme de son personnel, à la qualité de ses services? Depuis sa création, en 1997, cet organisme à mi-chemin entre le milieu communautaire et celui des affaires a aidé plus de 500 femmes de la région de Montréal à créer leur entreprise ou à réorienter leur carrière. « Ici, on parle de la personne et non de l'entreprise, explique Joni Simpson, l'accueillante directrice. On évalue les résultats en matière d'argent, mais aussi d'épanouissement personnel. »

La Compagnie F s'enorgueillit de deux grands succès: Soad Benkirane, une chimiste nouvellement arrivée du Maroc, a développé ses produits d'hygiène et de beauté, et Marie-France Cyr, qui souhaitait devenir auteure, en est à son deuxième best-seller. Justement, elles sont nombreuses, les écrivaines, peintres et artisanes à s'adresser à la Compagnie F pour savoir comment faire de l'argent avec leur art sans être en contradiction avec leurs valeurs. D'ailleurs, dans le cadre d'une formation, certaines d'entre elles ont eu l'idée de la Course aux affaires pour les femmes entrepreneures, tenue pour la première fois en mai dernier, et qui a rassemblé plus de 400 participantes d'horizons divers. « Les artistes, plus particulièrement, voulaient savoir comment se présenter, comment promouvoir leur travail et le vendre », raconte Joni Simpson. Vingt et un ateliers pratiques étaient offerts lors de cette formation d'une semaine, qui sera reprise l'an prochain.

« Pour nous, "Course aux affaires" ne veut pas dire s'essouffler ou jouer les *superwomen*, mais plutôt faire de petits sprints et être confortable dans ses chaussures tout au long de son itinéraire. » En attendant le prochain départ, des femmes se réunissent à l'année au mignon Café Réseau, propriété de la Compagnie F, pour établir des contacts, présenter leur travail et s'épauler dans une ambiance amicale et non compétitive. **M.B.**

www.compagnie-f.org

CENTRE DE RÉFÉRENCE DU GRAND MONTRÉAL

(514) 527-1375

SANTÉ BIEN-ÊTRE AIDE FINANCIÈRE TRAVAIL

JEU
AIDE ET RÉFÉRENCE

(514) 527-0140
(Montréal et les environs)

1 800 461-0140
(ailleurs au Québec)

Pour vous guider vers les ressources appropriées

DROGUE
AIDE ET RÉFÉRENCE

(514) 527-2626
(Montréal et les environs)

1 800 265-2626
(ailleurs au Québec)

Michelle Courchesne
Ministre des Relations
avec les citoyens
et de l'Immigration

Un quart de siècle dans l'actualité des femmes

Le gouvernement du Québec est fier de souligner le 25e anniversaire du magazine la *Gazette des femmes*. Au fil des centaines d'entrevues, de reportages et de dossiers de fond sur l'actualité des femmes, celles d'ici autant que celles d'ailleurs, la *Gazette des femmes* s'est imposée par l'excellente qualité de son travail journalistique.

Publication unique en son genre au Québec, la *Gazette des femmes* est une référence incontournable pour quiconque s'intéresse à la situation des femmes du XXIe siècle. En plaçant les femmes à la une, le magazine nourrit la réflexion et participe à l'avènement d'une société plus égalitaire et représentative de la contribution des femmes.

Longue vie à la *Gazette des femmes*!

Le Secrétariat, 25 ans plus tard

Le Secrétariat à la condition féminine fête lui aussi ses 25 ans d'existence. Depuis 1979, l'équipe du Secrétariat a accompli un travail remarquable. Ses actions menées avec persévérance et conviction ont permis aux Québécoises de prendre la place qui leur revient au sein de notre société.

Un rendez-vous pour l'avenir

Au-delà des acquis et des avancées des dernières décennies, au-delà des institutions et des programmes, le temps est venu d'élaborer ensemble sur une nouvelle approche porteuse d'espoir et de renouveau pour le grand défi de l'égalité.

L'année 2004-2005 est une année charnière pour toutes les Québécoises, car elle permettra de définir des pistes d'action et d'établir les fondements d'une nouvelle politique gouvernementale basée sur les valeurs et les aspirations des femmes d'aujourd'hui.

L'invitation est lancée, soyez toutes et tous de la partie!

Québec

La jeune Gomti, 16 ans, le jour de son mariage avec un inconnu de 9 ans son aîné.

Inde

La dot ou la vie

En Inde, les meurtres de jeunes mariées, enflammées vives par une belle-famille insatisfaite de la dot, se sont multipliés au cours des dernières années. Accidents de cuisine, prétendent les meurtriers, qui agissent en toute impunité. Assassinats déguisés, dénoncent des activistes, qui réclament justice pour leur fille.

par Caroline Montpetit

Par une nuit chaude de mars, Gomti, jeune fille du village de Panna, dans l'État du Madhya Pradesh, s'apprête à rencontrer un inconnu… qui deviendra son mari dans quelques instants. Drapée dans sa tenue d'apparat rose et or, les yeux soulignés de khôl, les mains enluminées de henné, l'adolescente de 16 ans s'avance timidement et lève les yeux vers Radhishayam, de 9 ans son aîné.

La famille de la mariée, qui n'est pourtant pas riche, reçoit tout le village, décoré pour l'occasion, ainsi que des amis et de la parenté des environs. La célébration, pour laquelle les femmes ont revêtu leurs plus beaux saris, durera jusque tard dans la nuit.

Un peu avant le mariage, dans une maison où les hommes se sont rassemblés, le frère de Gomti présente à Radhishayam une partie de la dot que son père offre à l'époux.

L'alliance s'est conclue rapidement entre les parents des mariés, il y a tout juste une semaine, sur la foi des données astrologiques des époux. Gomti fera désormais partie de la famille de son mari. Pour le meilleur et pour le pire.

« Je leur avais donné de l'or, un réfrigérateur, un téléviseur couleur, et la belle-famille demandait encore un scooter. Quelques jours plus tard, j'ai reçu un télégramme m'avisant que ma fille était morte. » L'activiste Satya Rani Chadha, surnommée Mère Courage, dont la fille, enceinte de six mois, a été brûlée vive en toute impunité.

Chaque année, 15 000 jeunes mariées sont brûlées vives pour des questions de dots non versées ou insuffisantes.

Et le pire, en Inde, est dramatique.

Selon les dernières statistiques du National Crime Record Bureau, jugées modérées, 6637 jeunes mariées ont été tuées en 1999, le plus souvent brûlées vives par leur belle-famille après avoir été aspergées de kérosène. La raison: dot non versée ou pas suffisamment élevée. Un an plus tôt, on en recensait 6975. C'est 1158 de plus qu'en 1993. L'État septentrional de l'Uttar Pradesh, qui abrite la capitale de Delhi, compte le plus de cas de meurtres, soit 2229 en 1998. Amnistie internationale évalue à 15000 par année le nombre de décès liés aux questions de dot, dont plusieurs sont déguisés en accidents de cuisine.

Dans un texte, « The Changing Image of the Indian Lover Boy », paru le printemps dernier dans le magazine féminin indien *Women's Era*, la journaliste Sudha Shenoy cite des histoires horribles de jeunes hommes qui ont jeté de l'acide au visage de leur amie pour la défigurer, qui ont répandu du kérosène sur elle avant de l'enflammer, l'estropier ou encore la tuer. « Personne froide et calculatrice, [...] le prétendant indien des années 2000 est complètement terrifiant », constate-t-elle.

Les noms de l'Unité des grands brûlés et du Département de la chirurgie esthétique de l'hôpital du Benares Hundi University, à Varanasi, auraient pu être féminisés. « Quatre-vingt-cinq à 90 % des personnes qui se présentent ici sont des cas de dot », témoigne l'infirmière en chef, qui préserve son identité de peur des réactions de ses patrons. Au cours de la seule semaine précédant la visite de la journaliste de la *Gazette des femmes*, deux jeunes femmes avaient succombé à leurs brûlures. Une autre avait quitté l'hôpital sans attendre son congé pour éviter les frais de base d'hospitalisation de 100 roupies par jour (un peu plus de 3 $CAN), sans compter les médicaments et les traitements. Une somme élevée dans un pays où le revenu mensuel moyen s'élève à 27 $CAN par mois.

« La plupart des femmes qui ont été enflammées avec du kérosène sont brûlées à plus de 60 % de leur corps, ce qui entraîne presque toujours la mort. »

« La plupart des femmes qui ont été enflammées avec du kérosène sont brûlées à plus de 60 % de leur corps, ce qui entraîne presque toujours la mort », dit l'infirmière, les larmes aux yeux. Juste avant de rendre l'âme, les victimes dénoncent souvent leurs agresseurs.

Le militant Atin Mehra, jeune photographe de Varanasi qui a travaillé en milieu hospitalier, a assisté à plusieurs de ces dénonciations de la dernière

UNE CURE DE LUMIÈRE
pour traiter les
symptômes de la dépression saisonnière
• Fatigue • Humeur dépressive • Tristesse
• Augmentation de l'appetit
• Envie irrésistible de sucres et de féculents
• Prise de poids
• Besoin accru de sommeil • Désir de s'isoler
• Perte d'interêt pour les activités habituelles
• Difficulté à se concentrer
• Difficulté à rencontrer des echeances

LES BLEUS DE L'HIVER...
ÇA SE SOIGNE!
La luminothérapie,
un choix éclairé pour le traitement de la dépression saisonnière.
La luminothérapie est une exposition quotidienne à une lumière intense, dans des conditions contrôlées.
Premier choix pour la luminothérapie
Les Technologies Northern Light
Brochure gratuite et information: (418) 337-3544, sans frais au Québec: 1 877 337-3544
www.northernlight-tech.com

heure. Comme il tourne un film sur le phénomène de la dot, il s'est vu interdire l'accès à l'hôpital par des membres d'une famille incriminée, inquiets des représailles. « Des représailles souvent minimes, dit-il. Les parents de la victime, déjà ruinés par la remise d'une dot faramineuse, n'ont généralement pas les moyens d'entamer des recours judiciaires. » Le phénomène continue ainsi d'être toléré et passé sous silence.

Pourtant, le fait de demander, de donner ou de recevoir une dot est illégal depuis 1961, en vertu du *Dowry Prohibition Act*. Comment expliquer la persistance de cette pratique, et le fait qu'elle prenne de plus en plus d'ampleur? Phénomène profondément ancré dans la tradition indienne, la dot servait à l'origine les intérêts de la mariée. « Elle était perçue comme une compensation du fait que les femmes ne recevaient pas en héritage la terre de leur père. Elle devait être utilisée par l'épouse en cas d'urgence seulement », explique Ranjana Sheel, auteure d'un ouvrage sur la question (*Political Economy of Dowry*, Manohar, New Delhi, 1999). Aujourd'hui, on constate que les biens cédés en guise de dot sont immédiatement saisis par la belle-famille. Détournement de sens, donc.

« C'est devenu un moyen rapide de faire de l'argent, dans un contexte de libéralisation des échanges », dit le documentaliste Atin Mehra. Une façon aussi de se libérer du système des castes, qui demeure oppressant en Inde. « Si tu as de l'argent, les gens sont moins portés à te demander le nom de ton père et de ta caste. »

Ce que confirme un récent rapport sur la condition des femmes en Inde que signe le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de Genève: « À l'origine, la pratique de la dot n'existait que dans la haute caste des brahmanes, mais au cours des dernières années, elle s'est répandue dans toutes les castes et les ethnies. [...] Et avec l'ouverture de l'Inde aux marchés internationaux et le matérialisme triomphant, les exigences ont crû. Dans les bidonvilles, il est maintenant courant de ne plus exiger comme dot un vélo, mais plutôt un scooter ou un réfrigérateur – une dépense qui entraîne l'endettement à vie pour certaines familles. »

« Dans les bidonvilles, il est maintenant courant de ne plus exiger comme dot un vélo, mais plutôt un scooter ou un réfrigérateur – une dépense qui entraîne l'endettement à vie pour certaines familles. »

L'octogénaire Satya Rani Chadha a payé du sang de sa fille cette inflation insensée. En 1979, Kanchanbala, 20 ans, enceinte de six mois et diplômée universitaire de Delhi, meurt brûlée vive par sa belle-famille. Depuis, celle que l'on surnomme Mère Courage, originaire de Lahore au Punjab, dénonce sans relâche, et sur toutes les tribunes, la pratique de la dot.

D'un anglais incertain, toute droite et très digne dans son punjabi vert, l'activiste prenait la parole dans une manifestation organisée par quelques militantes indépendantes, à Varanasi, en mars dernier. « Je leur avais donné de l'or, un réfrigérateur, un téléviseur couleur, et la belle-famille demandait encore un scooter. C'est ma fille qui leur a dit de cesser de me demander des biens. Un jour, elle est venue à la maison, et j'ai bien vu qu'elle était affamée, qu'ils ne lui donnaient rien à manger. Quelques jours plus tard, j'ai reçu un télégramme m'avisant qu'elle était morte et qu'elle avait été brûlée vive », raconte-t-elle, la voix brisée par le drame, 25 ans après.

Décidée à réclamer justice, elle regroupe une vingtaine de parents qui ont vécu les mêmes horreurs et fonde Shakti Shalini, à Delhi. L'organisme, soutenu par le ministère des Ressources humaines et du Développement, vient en aide aux victimes de harcèlement pour des questions de dot. Il compte un centre d'hébergement de quelque 35 places, où les épouses peuvent séjourner de trois mois à trois ans. Elles y trouvent le soutien d'un avocat et diverses formations en emploi, comme des cours de couture et de dactylo. Trois points de service de Shakti Shalini ont depuis ouvert leurs portes dans les bidonvilles de Delhi.

De manifestations en grèves de la faim, la lutte de Satya Rani Chadha a mené à des amendements à la loi grâce à l'appui de différents partis politiques. Désormais, si une jeune mariée meurt après avoir subi de la pression pour une dot, il est présumé que le décès est lié à ce harcèlement. Et celle qui a été soumise à la cruauté de son mari et qui met fin à ses jours dans les sept ans qui suivent son mariage sera d'emblée considérée comme ayant été poussée au suicide par sa belle-famille.

Malgré ces petites victoires, les mères éplorées ne sont pas au bout de leurs peines. « J'avais demandé que toute la belle-famille de ma fille soit arrêtée. Trois fois, il y a eu arrestation (notamment de la belle-mère et du gendre), trois fois, il y a eu libération sous caution », raconte Satya Rani Chadha. En 2003, après 20 ans d'un combat sans merci, Satya obtient finalement une condamnation de sept années ferme d'emprisonnement pour son gendre. Mais le coupable est de nouveau libéré sous caution… quelques mois plus tard.

« La corruption généralisée de la police rend ardues les poursuites criminelles et entretient la discrimination envers les femmes », soupire Apaji Shadaja, autre membre fondatrice de Shakti Shalini, dont la fille a également été brûlée vive en toute impunité.

L'éveil de la population aux meurtres pour dot passe par l'exemple de jeunes femmes, encore rares, qui courageusement défient l'ordre établi. En mars 2003, l'histoire de Nisha Sharma, une jeune femme qui avait refusé de se marier après exigence

Arroser le jardin de son voisin

« Éduquer une fille revient à arroser le jardin de son voisin », veut un dicton indien. « Les gens calculent qu'ils vont perdre de l'argent avec leur fille et en gagner avec leur garçon », résume Vrinda Dar, activiste indépendante qui a participé à l'organisation d'une manifestation contre la dot en mars dernier.

Conséquence directe de cette mentalité : 90 % des quelque 3,5 millions d'avortements effectués en Inde chaque année visent à empêcher la naissance d'une fille. Une clinique d'avortement a même adopté ce slogan : « Mieux vaut investir maintenant 5 000 roupies (167 $CAN) dans un avortement que de débourser plus tard 500 000 roupies (16 667 $CAN) pour une dot ! »

Slogan d'une clinique d'avortement : « Mieux vaut investir maintenant 5 000 roupies (167 $CAN) dans un avortement que de débourser plus tard 500 000 roupies (16 667 $CAN) pour une dot ! »

« En principe, les médecins n'ont pas le droit de dire le sexe de l'enfant à la mère. Mais dans la réalité, ils acceptent de le faire pour quelques centaines de roupies. Il n'y a rien d'écrit entre le médecin et la patiente et ils ne peuvent être poursuivis en justice », reconnaît le Dr P. K. Chaturvedi, du Centre de médecine communautaire de Cholapur, près de Varanasi.

Cette élimination massive touche particulièrement les États du nord et de l'ouest du pays. La proportion de filles par rapport aux garçons y oscille entre 79,3 et 87,8 femmes pour 100 hommes. C'est moins que la Chine et la Corée, qui comptent respectivement 88 et 86 femmes pour 100 hommes !

On commence à peine à s'inquiéter des conséquences de ce déséquilibre. Dans un article intitulé « Cheaper Than a Cow », de la revue américaine Ms. (printemps 2004), la journaliste Miranda Kennedy constate l'émergence d'un commerce d'esclaves sexuels de jeunes femmes et de fillettes dans des régions où les maîtresses comme les épouses deviennent tout simplement introuvables.

Pour contrer le phénomène, le gouvernement indien devra faire preuve de détermination, car la loi adoptée en 1994 pour interdire l'utilisation des tests d'amniocentèse et d'échographie pour déterminer le sexe du fœtus n'est pas appliquée dans les faits. Une volonté politique qui semble absente pour le moment.

GROUPE INTERVENTION VIDÉO FÊTE 30 ANNÉES D'IMAGES EN MOUVEMENT

distribution, diffusion et production de vidéos réalisées par des femmes
location d'équipement de tournage et de montage, programmes de coproductions vidéo et multimédia
vente et location de cassettes, visionnements gratuits sur place
catalogue et projets d'artistes en ligne www.givideo.org givideotron.ca

5505 boul. St-Laurent # 3015 Montréal (Qc) Canada H2T 1S6 Tél. : (514) 271-5506 Fax : (514) 271-6980

Besoin de joindre la *Gazette des femmes*?

Pour vous abonner seulement:
www.abonnement.qc.ca

Sinon, communiquez avec nous pour:

:: renouveler votre abonnement;

:: effectuer un changement d'adresse (prière de préciser votre ancienne adresse);

:: commander vos abonnements-cadeaux;

:: acheter nos guides de la collection la *Gazette des femmes*;

:: nous aviser d'un problème de livraison;

:: signaler un numéro manquant.

Par téléphone:
(514) 875-4444
ou 1 800 667-4444

Par télécopieur:
(514) 523-4444

Par courrier:
Gazette des femmes
525, rue Louis-Pasteur
Boucherville (Québec)
J4B 8E7

par son futur époux d'un ajout de 35 000 $ à la dot promise, quelques minutes avant la cérémonie, a eu un retentissement remarquable dans les médias indiens.

«La réaction du public à ce cas montre que la société indienne est prête à avancer», constate l'auteure Ranjana Shell.

Inlassablement, à l'assemblée de femmes et d'hommes participant à la manifestation de Varanasi, les militantes telle Apaji Shadaja font entendre leur voix pour que cesse l'inacceptable. Et pour enfin «convaincre la population que les filles sont égales aux garçons».

En attendant **la mort**

L'Inde compte 40 millions de veuves, soit 9% de la population féminine. Quarante millions de femmes souvent condamnées à la misère. En effet, contrairement aux hommes, elles ne sont pas autorisées à se remarier. Comme la femme est responsable de la santé de son mari devant les dieux, qu'elle a la charge d'implorer par ses prières, la mort de ce dernier est incriminante et est de mauvais augure pour elle. Dépouillées de leurs droits, les veuves ont parfois le crâne rasé et sont souvent tenues de porter un sari blanc. On les retrouve par centaines confinées dans des ashrams, pauvrement vêtues, chantant en groupe pour demander la charité publique.

Des veuves de l'ashram de Vrindavan se réunissent le matin pour chanter et demander la charité. Elles attendent la moksha, la libération par la mort qui les dégagera de leur karma.

La pratique de la sati, par laquelle la veuve se jette dans les flammes du bûcher de son défunt mari pour le rejoindre dans la mort, est illégale depuis le XIX^e^ siècle. Mais il survient encore des cas isolés. Comme celui de Kuttu Bai, 65 ans, du village de Patna Tamoli, du district de Panna, en 2002. Ou encore plus récemment, en mars dernier, celui de Rukia Devi, une femme du même âge, du village de Sakardiha, dans le district de Samastipur, dans l'État du Bihar.

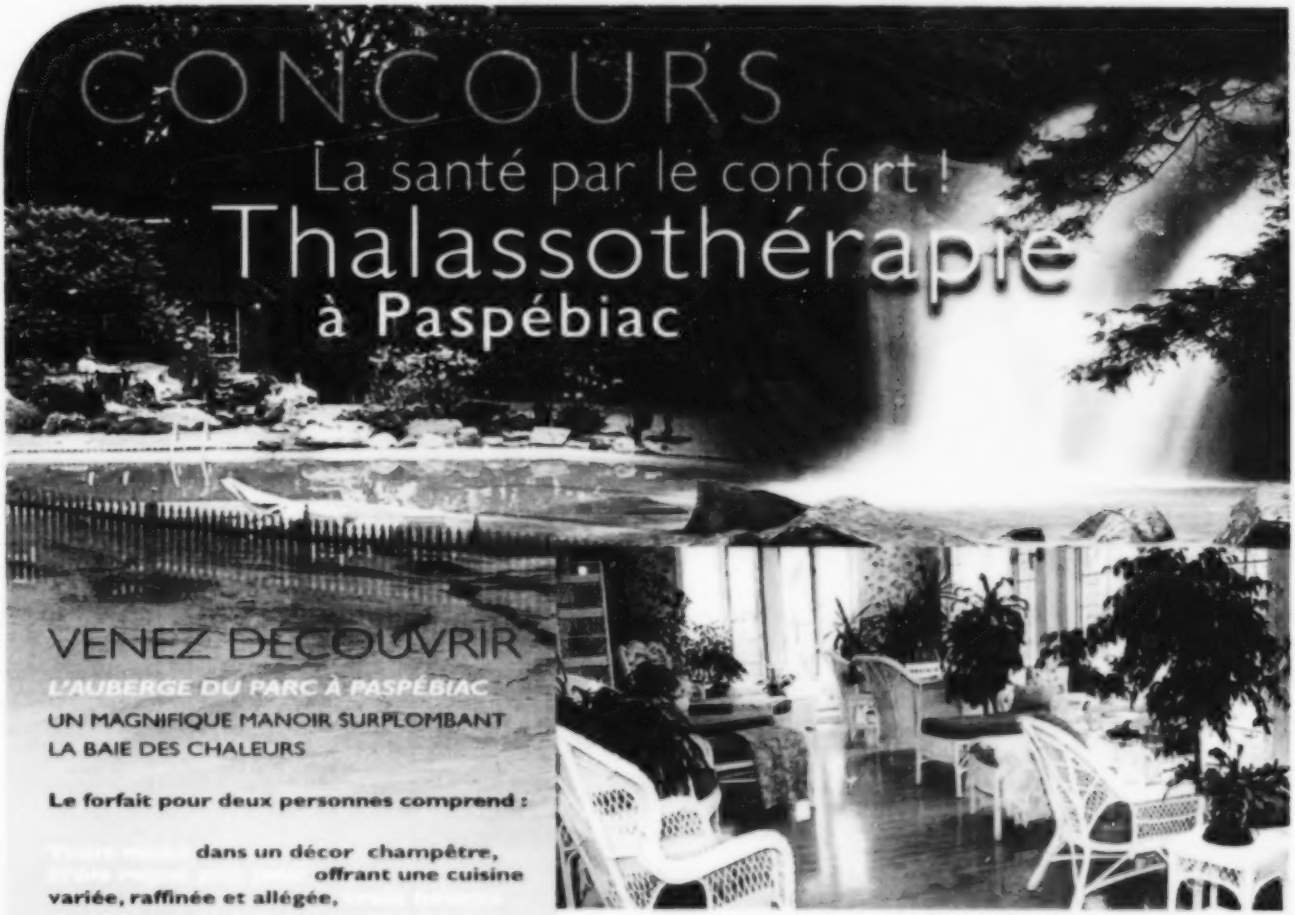
La plupart des veuves terminent leurs jours rejetées par leur famille. Elles attendent la *moksha*, la libération par la mort qui les dégagera de leur karma. C'est le destin de Krishna Maya Baral, une veuve de 70 ans originaire de Vishunat, dans la province d'Assam, qui vit dans un ashram de Varanasi. Mariée à 9 ans, elle est devenue veuve un mois plus tard, un décès qui l'a condamnée au célibat.

«Je ne veux que mourir», dit-elle, avec un large sourire énigmatique. Elle vit pauvrement, avec environ cinq kilos de riz et cinq kilos de blé par mois. Même si elle dit se plaire ici, en compagnie d'autres femmes dans la même condition qu'elle, son visage s'illumine lorsqu'elle implore la mort de venir la chercher.

En fait, en Inde, on considère que la moitié d'une femme meurt au décès de son mari. À quoi bon, disent ces femmes sans ressources, vivre au-delà de cette perte?

Repères

- **> Taux de fécondité moyen: 3,3 enfants.**
- **> Espérance de vie: 62,3 ans.**
- **> Population féminine active: 32%.**
- **> Taux d'analphabétisme: 53,6% pour les femmes, contre 31% pour les hommes.**
- **> Revenu mensuel moyen par habitant: environ 814 roupies (autour de 27 $CAN).**
- **> 40% des femmes sont victimes de violence conjugale.**



CONCOURS

La santé par le confort !

Thalassothérapie

à Paspébiac

VENEZ DÉCOUVRIR

L'AUBERGE DU PARC À PASPÉBIAC

UN MAGNIFIQUE MANOIR SURPLOMBANT LA BAIE DES CHALEURS

Le forfait pour deux personnes comprend :

dans un décor champêtre, offrant une cuisine variée, raffinée et allégée,

des bains de mer à l'eau salée,
des massages relaxants et stimulants.

Une valeur approximative de 1 550$.

Ce concours prend fin le 5 novembre 2004.

:: ABONNEZ-VOUS

OU OFFREZ EN CADEAU UN ABONNEMENT À LA ***GAZETTE DES FEMMES*** ET COURREZ LA CHANCE DE GAGNER UN SÉJOUR ENCHANTEUR DANS LA RÉGION DE LA GASPÉSIE.

Pour participer à ce tirage, faites parvenir votre coupon-reponse à l'adresse ci-dessous.

:: Gazette DES FEMMES

☐ **Nouvel abonnement** ☐ **Renouvellement** ☐ **Abonnement-cadeau**

☐ 24 $ taxes incluses - 3 ans - 15 numéros + prime (un porte-clés lampe de poche)

☐ 10 $ taxes incluses - 1 an - 5 numéros

Nom

Adresse

Ville Province

Code postal Téléphone

☐ **J'offre un abonnement-cadeau** de ☐ 3 ans ☐ 1 an à :

Nom

Adresse

Ville Province

Code postal Téléphone

De

☐ J'inclus mon paiement

☐ Chèque ☐ Master Card ☐ Visa

N° Exp.

Signature Sexe : F ☐ M ☐

Numéro de TPS : R 107442428
Numéro de TVQ : 1008174209
Cette offre prend fin le 5 novembre 2004. Prévoyez de 4 à 12 semaines pour l'entrée en vigueur de votre abonnement. Offre valide au Canada seulement.

POUR VOUS ABONNER

> Par Internet
www.gazettedesfemmes.com

> Par téléphone
514.875.4444
ou 1.800.667.4444

> Par télécopieur
514.523.4444

ou retournez ce coupon avec votre paiement à l'ordre de
LA GAZETTE DES FEMMES
525, rue Louis-Pasteur
Boucherville (Québec) J4B 8E7

Conseil du statut de la femme
Québec

par Francine Bordeleau

S'incarner dans l'Histoire

« Nécessairement » féministe, France Théoret se qualifie aussi d'« écrivaine engagée ». « Nombre d'écrivains résistent à cette épithète, constate-t-elle, car leur modèle de l'engagement est celui de l'extrême gauche stalinienne. » Plusieurs artistes et intellectuels québécois ont adhéré au stalinisme dans les années 1970, mais ne s'en vantent guère aujourd'hui. Voulant « dénoncer le silence des ex-staliniens sur cette époque », France Théoret a écrit *Les apparatchiks vont à la mer Noire*. Aux masses laborieuses, les apparatchiks – ainsi s'appelaient les membres influents du Parti communiste – promettaient la fin de l'exploitation. Par l'entremise de Mathieu, jeune historien de l'art qui veut former l'avant-garde culturelle, l'écrivaine montre qu'ils étaient plutôt « aveuglés par la soif de pouvoir ».

Le communisme soviétique accusait une misogynie et un machisme avérés, illustrés dans le roman par les rapports entre Mathieu et sa conjointe. À l'instar de toutes les femmes de France Théoret, Louise est cependant un personnage qui, « à sa manière discrète, tient à avoir une vie intérieure et à son désir ». Quant au désir de l'écrivaine, lorsqu'elle entreprend un nouveau livre, c'est de mettre en lumière combien nous sommes des produits de l'Histoire, combien « les individus sont issus de l'Histoire et de la société ». À cet égard, la parenthèse stalinienne dans le passé récent du Québec constitue un exemple à méditer. « Les staliniens étaient habités par une idéologie de pureté – entendre : d'épuration – et utilisaient le langage comme une arme, soi-disant pour libérer le prolétariat mais en réalité pour manipuler. C'est exactement cette logique qui commande à tous les intégrismes, en nette résurgence aujourd'hui », prévient France Théoret. *Les apparatchiks vont à la mer Noire*, Boréal, 2004, 250 p.

Chasse à l'homme

Fondée en 1935 boulevard Saint-Laurent, à Montréal, et disparue en 2003, l'épicerie-bazar Warshaw vendait les objets les plus hétéroclites à vil prix. Là se retrouve continûment l'héroïne du premier roman de Danielle Phaneuf qui, entre autres maladies – car Dieu sait qu'elle en a! –, souffre d'être une acheteuse compulsive. La voici en outre célibataire, à 46 ans. La chasse à l'homme est ouverte, mais ceux « autour d'un dollar » sont rares! La Folle épluche les petites annonces, rencontre toute une armée : l'Ex-Felquiste, le Fonctionnaire de la Sécurité du revenu, le Jogger qui « l'avait quittée en courant », le Publicitaire en faillite… Sur un mode drolatique, usant d'un humour parfois facile mais le plus souvent corrosif, Danielle Phaneuf suit les pas d'une femme qui, « malgré la déclaration de son corps zone sinistrée », cherche avec détermination « une poitrine velue ». Ce roman en apparence léger n'est pas dénué de gravité, et s'avère l'un des plus rafraîchissants de l'année. *La Folle de Warshaw*, éditions Marchand de feuilles, 2004, 200 p.

Chassés-croisés

Quatre récits, ou plutôt quatre tableaux, et cinq personnages récurrents : Myriam, Xavier, Camille, Guillermo et Luis. Myriam est mariée à Xavier, qui lui tombe amoureux de Camille, qui elle épouse Guillermo et rencontre Luis… En somme, dans *Amours transversales*, huitième roman de la Française Catherine Cusset, la monogamie apparaît comme une hypocrite fiction. À l'amour conjugal – car il existe néanmoins – se greffent désir extraconjugal et adultère, parfois en simultanéité. Sur cette trame, l'écrivaine se balade de Berlin à New York, de la Sicile à Cancún, avec arrêt obligatoire à Paris, tout en s'adonnant à d'habiles allers-retours dans le temps. Sont exposés, au moyen d'une plume vive et précise, cinq destins entrecroisés qui ne se complètent jamais vraiment, cinq existences un instant fragilisées par les souvenirs d'amours mortes, de désirs ou de rencontres qu'on fut incapable de faire durer. *Amours transversales*, Gallimard, 2004, 208 p.

À signaler

Contes des femmes qui veillent, de Marie Faucher. Des historiettes et des fabliaux à lire lentement. Le livre est aussi un beau petit objet à la facture inusitée. (Seuil, 2004, 172 p.)

Nulle part ailleurs, de Sabica Senez. Une fillette aimait son père, un aventurier qui ne restait jamais en place. Quinze ans après sa disparition, la narratrice explore cette relation inscrite sous les signes du manque, de l'absence et de la tendresse blessée. (L'instant même, 2004, 120 p.)

Shanghai, fantômes sans concession (collectif). Cinq textes, écrits chacun par une auteure différente, qui se déroulent à la manière de contes urbains. Cinq destins de femmes dans Shanghai, une ville où parfois, l'on rencontre aussi des spectres. (Autrement, 2004, 152 p.)

Photo : Benoit Aquin

Radioscopie de société

Hélène Pedneault, libre penseuse à l'humour redoutable et porteuse de multiples combats, a d'évidence une opinion sur tout, nous convainc *Mon enfance et autres tragédies politiques*, qui regroupe plus d'une centaine de chroniques écrites sur 20 années. Les femmes, l'eau et le Québec en constituent cependant les thèmes centraux. « Un livre étant fait pour rester, j'ai tout revisé, j'ai scruté chaque chronique », dit la principale intéressée.

Voilà sans doute pourquoi des textes parus en 1990 ou 1995 semblent si actuels. Mais depuis, les causes ont-elles tellement changé? En ce qui concerne les femmes, « les acquis demeurent fragiles », souligne Hélène Pedneault. « On n'est pas sorties du bois. Prenons le voile islamique : c'est un objet d'ostracisme, et la France a eu raison de l'interdire dans les écoles. Il faudra faire le débat ici aussi car le nombre d'immigrants musulmans va croissant et parmi eux, les fondamentalistes sont d'un prosélytisme incroyable. Au nom de la rectitude politique, on n'ose pas dire que le ver est dans le fruit. »

Hélène Pedneault affiche un féminisme inébranlable et s'en prend au passage à un certain masculinisme geignard. « Les femmes n'ont pas arrêté, sapristi ! Les hommes sont restés stationnaires et maintenant se plaignent, comme des petits garçons, de la force des femmes. Mais qu'eux aussi le fassent, le travail de l'évolution de l'espèce ! » Pour l'heure, l'espèce, à ce point obsédée par l'économie que financiers et politiciens veulent privatiser l'eau, « une richesse collective », lui semble mal barrée. « La société dans laquelle je vis ne me satisfait pas, beaucoup de choses sont à réparer. Mais beaucoup, aussi, se réparent. » Surtout quand on y met autant de conviction… et d'humour. *Mon enfance et autres tragédies politiques*, Lanctôt éditeur, 2004, 446 p.

Les illégitimes

De tous les couples illégitimes de l'Histoire, celui de JFK et Marilyn fut parmi les plus flamboyants, bien que la star ait été le jouet des Kennedy. Le président avait pris exemple sur son père, coureur de jupons notoire et amant de l'actrice Gloria Swanson. Cette dernière relate l'aventure 50 ans plus tard, dans ses mémoires. « Au bout du compte, Gloria Swanson regrettait surtout d'avoir fait un mauvais marché », écrit Elizabeth Abbott dans cette passionnante *Histoire des maîtresses*. Le statut donne lieu à tous les cas de figure ; il repose souvent sur la beauté de l'une, et le pouvoir de l'autre. Mais souventes fois aussi, les tabous sociaux ou raciaux empêchent une passion réciproque de déboucher sur le mariage. Concubines dans les harems d'Orient, muses, favorites de rois, « épouses » clandestines d'ecclésiastiques, aventurières, esclaves noires (avec hommes blancs), juives (avec nazis) forment les « mille facettes de la réalité des maîtresses » qu'évoque l'historienne. On lui pardonne d'être parfois anecdotique, tant le tour du jardin est complet. *Une histoire des maîtresses*, Fides, 2004, 624 p.

Métaphores sexuelles

« Vous avez un pistolet dans votre poche, ou vous êtes juste content de me voir ? » Cette réplique qu'adresse dans un film l'actrice Mae West à son cavalier a fait école. San Antonio, lui, écrivait par exemple « branle-moi le combat » et Rabelais avait le « bracquemars enroiddys ». On aura compris qu'il s'agit de « trique », c'est-à-dire d'érection. Pour parler de la sexualité et des organes génitaux, les mots ne manquent pas : au langage savant se superposent des expressions populaires, vulgaires, familières, littéraires. Dans *Appeler une chatte…*, la féministe française Florence Montreynaud propose une nomenclature aussi exhaustive qu'instructive des métaphores sexuelles, et en traque l'historique avec méthode. L'ouvrage, érudit et joyeux, montre que les individus ont fait preuve d'une imagination débordante, mais rarement innocente, pour nommer les choses du sexe, les métaphores en cette matière puisant largement à même des référents culturels et symboliques. *Appeler une chatte…*, Calmann-Lévy, 2004, 324 p.

À signaler

Le féminisme n'a jamais tué personne, de Florence Montreynaud. « Le féminisme est un humanisme, au sens philosophique : il tient l'être humain pour la valeur suprême, et il revendique pour chacun la possibilité d'épanouir librement son humanité. » Ainsi pourrait être résumée l'idée principale du livre, qui est en fait le texte d'une conférence prononcée le 11 septembre 2003 au Musée de la civilisation de Québec. (Fides, 2004, 48 p.)

Le Regroupement des femmes québécoises 1976-1981, d'Andrée Yanacopoulo. L'auteure, qui en fut la cofondatrice, retrace l'histoire de ce regroupement éphémère mais important, tout en explorant les rapports entre féminisme et nationalisme. (Éditions du remue-ménage, 2003, 150 p.)

par Pascale Guéricolas

Tout swing dehors

Isabelle, Nathalie et Mylène

Il suffit de quelques mesures pour que le public tape du pied et claque des doigts en mesure avec le swing joyeux des Moonlight Girls. Vêtues de leur robe de soirée, la chevelure ondulante, Isabelle Gagné, Nathalie Albert et Mylène Gauthier ressuscitent le répertoire des Andrews Sisters, stars américaines en tête du palmarès de 1938 à 1951. « C'étaient des femmes modernes, très indépendantes, raconte Isabelle Gagné. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, elles se sont beaucoup dévouées à la cause des soldats en allant leur remonter le moral. » Désireuses de répandre le bonheur là où elles passent, les trois chanteuses rivalisent d'harmonies vocales pour offrir des *Blue Moon* et *In the Mood* plus vraies que nature, tous cuivres dehors. À découvrir sur disque ou, mieux encore, sur scène.

À la bibliothèque Eleanor London, à Montréal, le 9 septembre ; à la Maison de la culture de Pointe-aux-Trembles, à Montréal, le 20 novembre, ainsi qu'à plusieurs autres endroits.
www.moonlightgirlstrio.com

Photo : Ginette Laurin

O Vertigo voit double

Alors que la compagnie O Vertigo Danse fête ses 20 ans, sa fondatrice, Ginette Laurin, crée *La résonance du double*. En résidence au Musée d'art contemporain de Montréal, la chorégraphe a conçu une série d'installations sur le thème de la répétition, faisant appel à la vidéo, au montage photo et à la danse. Dans la salle, deux jumelles identiques accueillent le visiteur, avec des gestes similaires. Plus loin, les danseurs de la compagnie se relaient pour répéter le même segment chorégraphique. « Le corps est l'habitacle d'une essence propre à chacun. Je tente de cerner, à travers les différentes physionomies, ce que nous sommes réellement au-delà de l'enveloppe charnelle », dit l'artiste.

Au Musée d'art contemporain de Montréal, du 17 septembre au 31 octobre.
Tél. : (514) 847-6226.
www.macm.org

Le gros du détail

Les histoires qu'Anne-Marie Olivier raconte dans sa pièce *Gros et détail*, un *one-woman-show*, ressemblent à de magnifiques fleurs poussant sur un tas de détritus. Dans un décor qu'elle qualifie de « paradis des déchets », la jeune dramaturge livre des tranches de vie fantaisistes, poétiques, grinçantes, mais jamais banales. « La beauté dans la laideur m'attire, particulièrement chez les personnages féminins, avoue la comédienne, sans fausse pudeur. J'ai envie d'inviter les spectateurs à découvrir l'humanité chez ceux que certains pourraient qualifier de loques humaines. » Grâce à la magie de son verbe, l'auteure-interprète donne vie à une pauvre vieille venant en aide à un petit garçon perdu, ou encore à une fille « supersonique » atteinte d'une crise cardiaque en joggant dans la rue. Anne-Marie Olivier aime laisser son imagination vagabonder lorsqu'elle observe les agissements de ses contemporains au hasard des trottoirs de Québec. « Dans le conte érotique et fantastique du parc Victoria, j'aborde la sexualité d'une façon différente des stéréotypes habituels. Le gars fait pousser du pot, la fille va aux framboises, ils n'ont rien de demi-dieux, mais puisent leur sensualité dans le vent, le soleil. Lui finit même par se transformer en nuage ! »

Au Théâtre de la Bordée, à Québec, du 2 au 27 novembre.
Tél. : (418) 694-9721.
www.bordee.qc.ca

Constance Clare Bancroft, photographiée par Sally Wood, 1899.

Marisa, de Marisa Portolese, 2002.

Clichés féminins

Pour égratigner les clichés sexistes, rien ne bat l'exposition *Sous l'œil de la photographe: portraits de femmes 1898-2003*. Ces 120 œuvres, qui présentent plusieurs générations de modèles féminins, révèlent entre autres le travail des premières portraitistes du Québec, il y a presque un siècle. « Plusieurs femmes tenaient des studios de photographie dans différentes régions du Québec. Elles effectuaient l'ensemble des tâches, de la préparation chimique des produits développeur et révélateur jusqu'à la prise de vue », note Lucie Bureau, l'historienne de l'art chargée du projet.

Ces pionnières menaient souvent une vie hors norme, a constaté Lucie Bureau en consultant leurs archives, éparpillées à travers le Québec. Sally Wood, qui photographiait les femmes dans leurs intérieurs des Cantons-de-l'Est au début du siècle dernier, ne s'est jamais mariée, pas plus que Marie-Alice Dumont, photographe à Kamouraska dès les années 1920. Leur indépendance d'esprit s'est reflétée dans leur travail. « Fréquemment, dans leurs portraits, les femmes agissent plutôt que d'avoir une pose passive, comme c'était la norme dans les photos de cette époque, remarque l'historienne. On voit des institutrices dans leurs écoles, des femmes bien vêtues en train de prendre le thé : on sent souvent une grande complicité avec la photographe. » Vers 1950, Ann Katherine Kew, portraitiste pour des magazines de tourisme, croquait des baigneuses vêtues des premiers deux-pièces… et se faisait photographier au volant de son propre bolide !

La seconde moitié de l'exposition présente le travail d'artistes contemporaines afin de mieux comprendre comment elles conçoivent le portrait. Doreen Lindsay, aujourd'hui septuagénaire, pose avec sa mère et sa fille, livrant ainsi un portrait de trois générations de femmes. Marisa Portolese, elle, confronte sans vergogne la notion de beauté, façon modèle de peintre ; dans sa série *Belle de jour*, la photographe met en scène des femmes habillées de lingerie fine qui regardent directement l'objectif. « Elle ne cherche pas à camoufler leurs défauts. Cela donne des images assez crues auxquelles on peut s'identifier, car les modèles nous ressemblent », indique Lucie Bureau. Quant à Mackenzie Stroh, ses portraits *Girls, girls, girls* présentent des femmes d'âges différents, qui prennent la pose à la manière de l'autre siècle – un clin d'œil hyper réaliste aux pionnières de cet art. ::

Au Centre d'exposition de Val-d'Or, du 13 octobre au 21 novembre. Tél. : (819) 825-0942. www.ville.valdor.qc.ca/culturel/exposition/expo_program.htm

Enchanteuse de blues

« Recherche chanteur pour un groupe de blues-rock. » C'est en répondant à cette petite annonce qu'Andrée Dupré a démarré sa carrière… de chanteuse ! « J'ai convaincu les trois musiciens que je pouvais interpréter du Jimi Hendrix aussi bien qu'un gars », rigole cette artiste autodidacte, infirmière de formation. Après des années passées à interpréter les compositions de bluesmen ou de rockers, Andrée Dupré a produit l'an dernier un disque plus intime avec ses propres chansons, *Enchanteuse*. Elle assume désormais sa féminité en chantant l'amour libéré, jouant avec sa voix chaude, laissant le *soul* l'envahir. Un peu comme Janis Joplin, qu'elle admire. « J'adore les chanteuses qui se laissent complètement aller. J'entre en transe, mon corps vibre lorsque je me mets à chanter. » ::

Aux bistros l'Express du Sud (11 septembre, 9 octobre et 6 novembre), à Charny, et l'Express du Nord (29-30 octobre et 26-27 novembre), à Val-Bélair.

CAVAC

CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES
D'ACTES CRIMINELS

Formé pour vous épauler

Une épaule

pour **intervenir**

pour **assister**

pour **soutenir**

pour **aider**

pour **écouter**

pour **accompagner**

pour **conseiller**

pour **informer**

pour **seconder**

pour **référer**

Justice Québec

partenaire du réseau des CAVAC

www.cavac.qc.ca